

Le Panorama de presse quotidien de la Région Hauts-de-France



Réalisé par le service Presse de la
Direction de l'Information et de l'Accueil

10 février 2017



Ce Panorama de presse est constitué d'une sélection d'articles issus des presses quotidiennes nationales et régionales Nord Pas de Calais - Picardie, classés par thème.

Pour tout complément d'information :

Direction de l'Information et de l'Accueil
Service Presse
Poste (4)6741, (4)6742, (4)6744
Panoramapresse@hautsdefrance.fr
151 Avenue du Président Hoover - Lille



SOMMAIRE

P - EMPLOI ET DÉVELOPPEMENT ÉCONOMIQUE

(3 articles)

LA VOIX DU NORD

vendredi 10 février
2017

Dentelle: le tribunal de commerce se prononce lundi sur la reprise de Noyon (477 mots)

PAR DOMINIQUE SALOMEZ calais@lavoixdunord.fr CALAIS. L'audience a duré un peu plus d'une heure ce jeudi au tribunal de comm...

Page 8

LA VOIX DU NORD

vendredi 10 février
2017

Plan social chez Ecce : la fin des ex-Bidermann, empire du textile? (501 mots)

par THÉODORE TERSCHLUSEN valenciennes@lavoixdunord.fr PROUVY. «Je suis un dinosaure, à ma manière. Une survivante». La mèch...

Page 9

LA VOIX DU NORD

vendredi 10 février
2017

Une implantation historique à Aulnoy (275 mots)

Dans le Valenciennois, Bidermann, c'était à Aulnoy. Dans cette cité, l'empire possédait un magasin d'usine, mais aussi un a...

Page 10

VP2 - TRANSPORTS, INFRASTRUCTURES DE TRANSPORT...

(4 articles)

L'union

vendredi 10 février
2017

Les salariés de la RTA au niveau 2 d'alerte (508 mots)

Mardi soir, les trois membres soissonnais du comité d'entreprise de la RTA avaient la tête des mauvais jours. Premièrement,...

Page 12

L'union

vendredi 10 février
2017

LES FAITS (132 mots)

LES FAITS La loi notRe met fin à la gestion par les conseils départementaux, du transport scolaire. Pour l'instant, la régi...

Page 13

LA VOIX DU NORD

vendredi 10 février
2017

Le lycée agricole, Tereos, les salariés: les difficultés posées par l'arrêt des TER (435 mots)

PAR THOMAS BOURGOIS tbourgeois@lavoixdunord.fr TERNOIS. Le vice-président de la Région en charge des Transports, Gérald Darm...

Page 14

LesEchos
LE JOURNAL DE L'ÉCONOMIE

vendredi 10 février
2017

Concurrence dans le ferroviaire : des sénateurs vont proposer une loi (565 mots)

Le frein législatif à la mise en concurrence de la SNCF sur le marché des trains régionaux (TER) pourrait être levé dès cette année. Deux s...

Page 15

VP4 - DÉVELOPPEMENT DURABLE, TRI, TRANSITION ÉNERGÉTIQUE...

(6 articles)

LA VOIX DU NORD

vendredi 10 février
2017

Les affaires de la 3e révolution industrielle (148 mots)

Lille. La première convention d'affaires internationale autour de la troisième révolution industrielle (TRI ou Rev3) s'achè...

Page 17

LA VOIX DU NORD

vendredi 10 février
2017

L'Audomarois accélère pour passer à la voiture électrique

(461 mots)

PAR MARIE JANSANA saintomer@lavoixdunord.fr AUDOMAROIS. Les bornes de recharge seront-elles bientôt plus nombreuses... que ...

Page 18

LA VOIX DU NORD

vendredi 10 février
2017

Les énergies renouvelables séduisent de plus en plus les communes (378 mots)

PAR LIONEL MARÉCHAL fourmies@lavoixdunord.fr ANOR. Les habitants ont trouvé l'intervention de Thierry Janssoone implacable,...

Page 19

LA VOIX DU NORD

vendredi 10 février
2017

Des projets qui poussent partout... (242 mots)

Créée en 2011, l'association Solis aide quatre communes sur la métropole européenne lilloise (MEL), qui ont choisi d'instal...

Page 20

LA VOIX DU NORD

vendredi 10 février
2017

Le Parc s'engage également (208 mots)

Le Parc naturel régional (PNR) de l'Avesnois a également décidé de s'engager dans la transition énergétique, comme le confi...

Page 21

L'union

vendredi 10 février
2017

À la découverte du sentier de l'Azuré (443 mots)

Pas de mante religieuse, de tarier pâtre, d'argus bleu-nacré, qui a donné son nom au sentier de l'Azuré, ni évidemment les ...

Page 22

VP5 - MER ET PORTS, POLITIQUE DU LITTORAL

(2 articles)

Nord Littoral
Le journal de la Côte d'Opale

vendredi 10 février
2017

La CGT du port part au clash contre le directeur de la sûreté

(481 mots)

Rien ne va plus entre une partie des salariés du port et leur directeur sûreté. Le dialogue semble rompu depuis de longues ...

Page 24

Nord Littoral
Le journal de la Côte d'Opale

vendredi 10 février
2017

«La CGT dépasse la limite du dialogue social» (191 mots)

«La CGT dépasse la limite du dialogue social» Le directeur de la sûreté l'avoue, cette opération de déstabilisation menée p...

Page 25

VP8 - CULTURE

(7 articles)



vendredi 10 février
2017

Le carnaval de Dunkerque, trois mois de folie (584 mots)

De notre correspondante Hélène Hannon À Dunkerque (nord) Le carnaval, on peut pas l'expliquer, faut le vivre pour...

Page 27



vendredi 10 février
2017

Un bazar très organisé (161 mots)

De l'extérieur, le carnaval ressemble à une gigantesque pagaille. Il est pourtant régi par une charte « Carnaval respectueux, carnav...

Page 28



vendredi 10 février
2017

Le carnaval de Dunkerque dure trois mois, (149 mots)

Le carnaval de Dunkerque dure trois mois, avec un rendez-vous chaque week-end. Parmi les temps forts figurent les Trois Joyeuses, qu...

Page 29



vendredi 10 février
2017

un label pays d'art et d'histoire en 2019? (544 mots)

Il y a des richesses dans le territoire, mais elles sont assez peu connues. Les gens viennent dans la région pour visiter l...

Page 30



vendredi 10 février
2017

Un seul label dans la Somme (136 mots)

Un seul label dans la Somme Créé en 1985, le label «Villes et Pays d'Art et d'Histoire» sous l'égide du ministère de la Cul...

Page 31



vendredi 10 février
2017

Marseille mise gros sur la culture en 2018 (700 mots)

Cela devrait être officiel la semaine prochaine : les patrons ont envie de...

Page 32



vendredi 10 février
2017

Serge Lasvignes : « On parle peu de culture dans les débats présidentiels et cela me paraît choquant » (1877 mots)

Question : Quel bilan faites-vous de ce 40e anniversaire du Centre Pompidou...

Page 33

VP9 - FORMATION ET RELATIONS AVEC LES ENTREPRISES

(2 articles)



vendredi 10 février
2017

Demain les caméras de vidéosurveillance seront intelligentes et... chinoises (463 mots)

par THÉODORE TERSCHLUSEN valenciennes@lavoixdunord.fr VALENCIENNES. Ce n'est pas d'habitude, un monstre de froideur. Mais r...

Page 37

Bertrand pousse ses pions (203 mots)

Il va finir par installer un lit pliant dans le Valenciennois. Xavier Bertrand était aussi de la fête ce jeudi. Pour pousser...

Page 38

VP11 - LYCÉES

(1 article)

Ils dénoncent une baisse des moyens (575 mots)

Une coupe franche de 130000euros dans le budget de fonctionnement de l'établissement et une dotation horaire globale (*) am...

Page 40

CARNET

(5 articles)

Trois nouvelles étoiles Michelin dans la galaxie gastronomique de la région (525 mots)

Par Sébastien Leroy, avec les rédactions locales region@lavoixdunord.fr Région. 1Alexandre Gauthier, étoile double. La cuis...

Page 42

«On est sur un petit nuage» (282 mots)

LA-MADELAINES-SOUS-MONTREUIL. «On est sur un petit nuage.» Roland Gauthier planait, hier matin, quelques minutes après l'an...

Page 43

Guide Michelin 2017: la Picardie perd des étoiles (239 mots)

Il n'y a plus de restaurant «deux étoiles» en Picardie, dans le guide Michelin, dont l'édition 2017 a été dévoilée hier. La...

Page 44

les étoilés dans les hauts de France (101 mots)

les étoilés dans les hauts de France Dans la Somme, l'Aubergade, à Dury, conserve son étoile. Dans l'Oise, l'Orée de la For...

Page 45

Quatre restaurants savourent leur étoile (601 mots)

restauration Le guide Michelin a livré, hier, son verdict 2017. Pas de surprise dans l'Oise, les quatre restaurants étoilés l'...

Page 46

POLITIQUE NATIONALE

(7 articles)

LA VOIX DU NORD

vendredi 10 février
2017

Régions de France en campagne auprès des candidats à l'Élysée pour plus de décentralisation (352 mots)

PARIS. Sous la houlette de Philippe Richert, président LR de la nouvelle région Grand Est, l'association Régions de France ...

Page 48

LesEchos

LE QUOTIDIEN DE L'ÉCONOMIE
vendredi 10 février
2017

Fillon se démène mais l'inquiétude remonte à droite (711 mots)

Voilà un chiffre qui risque de ne pas remonter le moral de troupes déjà ép...

Page 49

LesEchos

LE QUOTIDIEN DE L'ÉCONOMIE
vendredi 10 février
2017

La charge de ses avocats (124 mots)

Les avocats de François et Penelope Fillon ont annoncé avoir demandé ce jeudi au Parquet national financier (PNF) de se dessaisir de son en...

Page 50

LesEchos

LE QUOTIDIEN DE L'ÉCONOMIE
vendredi 10 février
2017

« La présidentielle la plus folle de tous les temps » (801 mots)

C'est l'élection « la plus imprévisible depuis des décennies », affirme le quotidien britannique « Daily Telegraph ». « La course à l'Élysée...

Page 51

LesEchos

LE QUOTIDIEN DE L'ÉCONOMIE
vendredi 10 février
2017

Macron veut montrer qu'il a un programme (614 mots)

Des meetings qui font le plein, des ralliements et le costume de favori da...

Page 53

LesEchos

LE QUOTIDIEN DE L'ÉCONOMIE
vendredi 10 février
2017

Le leader d'En marche sort du bois sur l'écologie (460 mots)

Accusé par ses adversaires de s'engager dans la partie présidentielle en cachant son jeu, Emmanuel Macron a abattu jeudi ses premières cart...

Page 54

Le Monde

vendredi 10 février
2017

Le " risque Marine Le Pen " obsède les marchés (1064 mots)

Alors que 60 % de la dette française est dans des mains étrangères, la manière dont la City, Wall Street ou Hongkong voien...

Page 55

P - EMPLOI ET
DÉVELOPPEMENT
ÉCONOMIQUE

Dentelle: le tribunal de commerce se prononce lundi sur la reprise de Noyon

PAR DOMINIQUE SALOMEZ
calais@lavoixdunord.fr
CALAIS. L'audience a duré un peu plus d'une heure ce jeudi au tribunal de commerce de Boulogne-sur-Mer. Une heure durant laquelle Henri-Philippe Durllet, actuel directeur général de Noyon, a pu présenter son projet de reprise aux côtés des partenaires qui deviendraient actionnaires de l'usine. Ce projet implique d'abord la liquidation de l'entreprise qui avait accumulé des dettes de 14M€ (majoritairement des créances fiscales et sociales mais aussi de fournisseurs...). Ce passif restera donc sans suite dans le cadre de cette liquidation. La nouvelle entité s'appellera Noyon Dentelles. Elle rachèterait pour 200000€ l'entreprise Lucien Noyon, liquidée. Son capital de départ est constitué d'1,5M€. Un million provient du conseil régional qui s'est engagé à ce financement si le tribunal donnait son feu vert à la reprise. Les 500000€ restants sont apportés par la société dentelle Calais Noyon (SDCN, nouvellement créée

par Henri-Philippe Durllet, 10%), la société PBO (10%, actuelle maison mère détenue par Olivier Noyon qui ne sera plus président mais administrateur), MAS Holdings (partenaire industriel au Sri Lanka, 20%), La Perla (client italien, 20%), Van de Velde (industriel belge coté en bourse, 20%) et Étam (20%). Les salariés pourraient prendre des parts dans la SDCN, 80 d'entre eux auraient d'ailleurs cette intention. «Nous avons eu une écoute attentive de la part du tribunal, a indiqué Henri-Philippe Durllet, à la sortie de l'audience. Nous avons présenté un projet inédit qui associe des clients actuels de Noyon qui sont parfois concurrents.»

170 emplois maintenus

Le projet de reprise permettrait de conserver les 170 salariés que compte l'entreprise. Le procureur a requis l'homologation du plan présenté. Le juge a de son côté interrogé les partenaires sur la pérennité du plan: «Le

tribunal a relevé que nous prévoyons des pertes sur les deux premières années. Il s'est demandé si c'était suffisamment ambitieux, si ce n'était pas risqué. On a expliqué que notre projet était prudent et nous avons prévu comme un stress test (*) pour que dans le pire des scénarios, nous puissions prévoir assez de trésorerie pour maintenir l'entreprise.»

«En attendant, on bosse»

Cinq salariés étaient présents au tribunal ce jeudi matin. Marc Picout, délégué syndical CGT, a assisté à l'audience. Il s'est dit confiant sur la reprise: «En attendant, on bosse. C'est un peu stressant d'attendre lundi mais je pense que ce sera positif». (*) Test de résistance bancaire, c'est un exercice consistant à simuler des conditions économiques et financières extrêmes. ■



Plan social chez Ecce : la fin des ex-Bidermann, empire du textile?

Par THÉODORE TERSCHLUSEN valenciennes@lavoixdunord.fr PROUVY. «Je suis un dinosaure, à ma manière. Une survivante». La mèche blonde, mais les yeux quand même un peu fatigués, Marie-Andrée Sмага pour autant n'a pas envie de déprimer. Du tout. Des coups durs, après 42 années de carrière dans le textile, vous pensez qu'elle en a vu d'autres. Le dernier a été enregistré en janvier. Un plan de suppression d'emplois sévère: 53 postes concernés sur les 59 du site de l'usine Ecce de Prouvy, en face de l'aérodrome.

Pour les grandes marques

Un atelier où couturières et modistes, essentiellement des femmes, préparent les prototypes de costumes pour les grandes marques, comme Kenzo et Givenchy. Des modèles ensuite réalisés en chaîne à l'étranger, en Afrique du Nord, dans les pays de l'Est. Roumanie, Bulgarie, Hongrie, la

liste est longue... Si le plan social discuté depuis janvier est validé, il ne resterait plus que six salariés sur place. Chargés des études et de la réception des produits importés. Fataliste, Marie-Andrée? Il y a de cela. Ecce, c'est une histoire tellement compliquée, sur fond de lent déclin du textile français, cassé par la concurrence étrangère (ou les consommateurs, qui veulent toujours moins cher?). Lorsqu'elle est entrée chez Bidermann, le roi du textile à Poix-du-Nord, l'usine comptait encore 800 salariés. Il en restait bien moins quand le site, repris par le groupe Deveaux pour devenir Ecce, a fermé en 2008. Comme un îlot de sable devant la mer qui monte, tous les effectifs restants ont été regroupés à Prouvy. Sous une enseigne, celle d'Ecce toujours, pas plus grande qu'un timbre-poste, plus discret il n'y a pas, le personnel a continué de fondre, de 140 à 59. Et encore les effectifs, vieillissants, compte 10 salariés déjà en invalidité. Mais ça lui fait

mal au cœur, à Marie-Andrée. «On parle du Made in France. Alors pourquoi? Ici il y a des petites mains qui savent tout faire, tenir 10 postes différents. Des spécialistes». Le site s'est même mis à la fabrication de blousons de moto. Un savoir-faire définitivement perdu?

Un plan de reprise

Ce jeudi après-midi, une nouvelle réunion est prévue. Il devrait y être question d'un plan de reprise, mené par le directeur actuel de l'atelier. Pour sauver 35 emplois. Le plan pourrait s'appuyer sur la mode du moment, ces maisons qui revendiquent des produits à 100% français, comme Anatomica, déjà dans le fichier client. Mais les salariés veulent des garanties. Que ceux qui restent aient les mêmes avantages (et les primes) de ceux qui partent. Au vu de leur histoire... ■



Une implantation historique à Aulnoy

Dans le Valenciennois, Bidermann, c'était à Aulnoy. Dans cette cité, l'empire possédait un magasin d'usine, mais aussi un atelier. En 1996, l'usine de Poix-du-Nord, dans le Quercitain proche, devient ECCE, comme Entreprise de confection commerciale européenne, après son intégration dans le groupe textile Deveaux, autre bastion historique du textile français. Deveaux, c'est l'inventeur du tissu vichy, c'est dire. Exit Bidermann, mais la pression des délocalisations ne diminue pas. En 2008, l'usine de Poix-du-Nord ferme. Les différents sites nor-

distes sont regroupés. Les survivants de Poix-du-Nord rejoignent ceux d'Aulnoy, et ceux du site d'Hénin-Beaumont, tous regroupés à Prouvy. En 2016, les ex-Bidermann, du moins ceux du Quercitain, bénéficient d'une surexposition médiatique totalement inattendue grâce au documentaire de François Ruffin, Merci Patron. Celui-ci raconte, sur un mode caustique qui fera son succès public, les mésaventures d'un couple d'anciens salariés de Bidermann. Le documentaire, militant, met directement en cause les donneurs d'ordre du textile, en particulier Bernard Arnault, soit le groupe

LVMH, qui passait commande à l'usine. Sous l'œil de la caméra, le couple quercitain ira jusqu'à affronter l'assemblée générale des actionnaires du groupe de luxe. Un succès d'audience mais dont la seule mention gêne aujourd'hui les salariés prouvysiens. Logique puisque le doc accuse LVMH, dont les marques Kenzo et Givenchy continuent d'alimenter leur atelier. Hors grandes marques tricolores, point de salut pour eux. ■



VP2 - TRANSPORTS,
INFRASTRUCTURES DE
TRANSPORT...

Les salariés de la RTA au niveau 2 d'alerte

Mardi soir, les trois membres soissonnais du comité d'entreprise de la RTA avaient la tête des mauvais jours. Premièrement, parce qu'ils avaient vu le comité d'entreprise exceptionnel de l'entreprise déboucher sur des réponses imprécises, voire des non-réponses sur les quatre questions qu'ils avaient posées à leur directeur, en déclenchant leur droit d'alerte. Deuxièmement, parce qu'il venait de prendre connaissance du rapport régional de la cour des comptes qui donnaient des mauvais points à la gestion de cet établissement par sa direction. Résultat, le CE a décidé de passer à l'acte II du droit d'alerte. Celui de missionner un expert-comptable qui va prendre rendez-vous avec tous les acteurs concernés: Région et Département. «On n'avait pas besoin de cela, glissait Stéphanie Lebée-Delattre, secrétaire du CE et élue CFDT, le syndicat majoritaire de l'entreprise, car nous sommes à cinq mois de la fin de l'année scolaire, et nous ne savons

toujours pas comment le transport scolaire sera géré à la rentrée. En prenant notre droit à l'alerte le 26 janvier dernier, nous avons mis la direction devant leur obligation de nous répondre à quatre questions précises. Aujourd'hui, lors du CE exceptionnel, nous n'avons eu que des réponses incomplètes voire des non-réponses!» Pourtant, pas besoin de sortir de l'ENA pour y répondre. Première interrogation par exemple, le positionnement clair de la Région concernant l'application de la loi NotRe pour le transport? Réponse d'Henri Chevalier, directeur de cet établissement de 450 personnes: Xavier Bertrand attend une réponse du Département.

Deux courriers contraires de la Région

Sauf que ce même président de Région à travers son représentant - Thomas Dubedout-, président de la RTA, indique le 24 janvier qu'«une

délégation sur une période de cinq ans, permettrait à la régie de conserver son fonctionnement et à ses agents de poursuivre la mise en œuvre des services de transport». Mais le 3 février, les maires de l'Aisne ont reçu un courrier du vice-président de la Région, chargé notamment des transports, indiquant que la Région «reprend la compétence de l'ensemble des transports scolaires et interurbains de la région»! Soit tout et son contraire en deux courriers. «Tout le monde est dans le flou» expliquent Stéphanie Lebée-Delattre, Alain Rohart et Dominique Ligneul, les élus soissonnais du CE. «Et une chose est sûre, il n'y aura plus de transport gratuit. C'est intenable pour les communautés d'agglomération qui vont les reprendre. Aujourd'hui, on sait que le coût moyen d'un scolaire qui prend le bus, est de 800 euros à l'année. Cela, aucune communauté ne peut y subvenir seule.» Stéphane Massé ■



LES FAITS

L ES FAITS La loi notRe met fin à la gestion par les conseils départementaux, du transport scolaire. Pour l'instant, la région Hauts-de-France n'a pas encore clairement défini sa politique dans ce domaine. Garde-t-elle la compétence ou alors la transmet-elle aux départements? Chaque communauté de communes ou d'agglomération peut ensuite gérer, en direct, les transports dans sa zone. Soissons va le faire par l'intermédiaire du Sibus, Laon devrait suivre. Le comité d'entreprise de la RTA a déclenché son droit à l'alerte le 26 janvier dernier. N'ayant pas eu de réponses précises, à 4 questions simples, le CE a décidé le 7 février de passer au stade II du droit d'alerte. ■



Le lycée agricole, Tereos, les salariés: les difficultés posées par l'arrêt des TER

PAR THOMAS BOURGOIS
tbourgeois@lavoixdunord.fr
TERNOIS. Le vice-président de la Région en charge des Transports, Gérard Darmanin, s'est rendu à Saint-Pol mercredi soir pour rassurer les usagers avant l'arrêt provisoire des TER à partir de septembre et la remise à neuf de la ligne Étaples - Saint-Pol - Arras ou Béthune. Il n'empêche que la réunion a soulevé quelques inquiétudes, que le conseil régional et la SNCF devront prendre en compte au moment de mettre en place les bus de substitution. En voici quelques-unes. 1Quid du lycée agricole de Savy-Berlette? Son directeur, Jean Marcy, s'est joint à la discussion pour mettre en avant la situation de son lycée. «On a adapté les horaires de début des cours en fonction de l'arrivée des trains». Et ce, car beau-

coup d'étudiants viennent des alentours pour suivre ces enseignements spécialisés. L'arrêt des TER «peut nous poser un souci vital», pointe-t-il. D'où sa requête, afin d'éviter un chamboulement dans son organisation: «Si on peut garder les mêmes horaires avec les bus de substitution, ce serait parfait.» Gérard Darmanin l'a assuré du travail en concertation avec les établissements et les fournisseurs, «qui devront aussi me faire remonter les problèmes que nous n'avons pas vus». 2 Et le FRET de Tereos? La question a été soulevée en fin de réunion: Tereos, dont une succrerie est basée à Attin, a renoué avec le transport en FRET ferroviaire. Vaut-il devoir cesser dès septembre prochain. Non, rassure Jacky Lion, directeur régional de SNCF Mobilité. «Les normes de maintenance pour les per-

sonnes et le FRET ne sont pas les mêmes. Je peux être obligé de fermer la circulation pour l'un, mais pas pour l'autre.» Il promet de faire tout son possible «pour maintenir l'activité». 3Et les usagers? Qu'ils soient étudiants, salariés ou retraités. «Quelles garanties ont-ils d'arriver à l'heure ou d'avoir leur correspondance, alors que la SNCF soustraite les transports en bus?», s'est inquiété un usager. Réponse du vice-président aux Transports: «Dès lors qu'il s'agira d'un transport régulier, on peut imposer des règles de qualité.» Et des pénalités potentielles. Il promet aussi des compensations financières, annoncées fin mars, pour les abonnés. ■



Concurrence dans le ferroviaire : des sénateurs vont proposer une loi

L'adoption d'un texte est nécessaire pour lancer les expérimentations voulues par plusieurs régions.

Le frein législatif à la mise en concurrence de la SNCF sur le marché des trains régionaux (TER) pourrait être levé dès cette année. Deux sénateurs, Hervé Maurey et Louis Nègre, vont déposer à l'automne une proposition de loi sur le sujet.

D'après le calendrier fixé par Bruxelles, l'ouverture doit être effective au plus tard en 2023. Et face à la volonté affichée par certains élus d'une alternative à l'opérateur historique, le gouvernement a accepté en juin le lancement d'expérimentations par les régions volontaires.

Mais pour cela, il manque un cadre juridique, qui doit nécessairement passer par l'adoption d'une loi. Il s'agit notamment de définir les conditions de transfert du personnel de la SNCF vers un nouvel opérateur (sujet plus que sensible), mais aussi les modalités de transfert des trains ou d'accès aux gares.

Un texte avant l'été

Compte tenu des délais pour lancer un appel d'offres et organiser la tran-

sition qui suivra, le lancement d'expérimentations en 2020 ou 2021 nécessite l'adoption d'un texte dès cette année. Mais, comme le redoutent de nombreuses parties prenantes, « il est possible que le prochain gouvernement, quel qu'il soit, ait d'autres priorités pour ses premières mesures, explique aux « Echos » Hervé Maurey. Louis Nègre et moi-même avons donc décidé de préparer une proposition de loi, qui sera inscrite au programme de travail du Parlement dans les espaces réservées aux initiatives parlementaire ».

Les deux élus entameront leurs auditions dès le mois de mars. L'objectif est d'avoir un texte prêt avant l'été, pour un examen sans doute en septembre. « Cela permettra de traiter dans les temps ce sujet majeur, indépendamment des principaux chantiers que se fixera le prochain exécutif », indique le sénateur.

Hervé Maurey et Louis Nègre connaissent bien le sujet. Le premier préside la commission de l'Aménagement du territoire et du Développement durable du Sénat, et siège au conseil de surveillance de la

SNCF. Le second est un spécialiste des questions de transport. Et ils n'entendent pas se limiter au sujet de la concurrence : « Nous en profiterons sans doute pour examiner ce qui peut être revu dans la réforme ferroviaire de 2014 », avance Hervé Maurey. La proposition de loi devrait donc également porter sur la place des gares dans le groupe public. Celles-ci font aujourd'hui partie de SNCF Mobilités, l'entité qui fait circuler les trains, ce qui fait planer un « risque de favoritisme » face aux futurs concurrents, a pointé l'autorité de régulation du secteur l'an dernier.

Préparation de l'arrivée de la concurrence, statut des gares... La proposition de loi risque de provoquer son lot de grèves. Pas sûr que le futur exécutif voie d'un bon œil cette initiative dans les premiers mois de son mandat. « Certaines réformes, dont celle-là, sont indispensables, tout le monde le sait, assure Hervé Maurey. J'espère que le prochain gouvernement ne sera pas effrayé par l'idée de réformer le pays. » ■

par Lionel Steinmann



VP4 - DÉVELOPPEMENT
DURABLE, TRI, TRANSITION
ÉNERGÉTIQUE...

Les affaires de la 3e révolution industrielle

Lille. La première convention d'affaires internationale autour de la troisième révolution industrielle (TRI ou Rev3) s'achèvera ce soir à Lille Grand Palais. Ouverte hier avec 800 inscrits, 50 exposants et 31 ateliers-conférences, ces premiers Rev3days devraient permettre aux 175 entreprises et labos d'échanger

pour la croissance verte et numérique lancée il y a trois ans avec Jeremy Rifkin. Plus de 500 rendez-vous d'affaires sont programmés en deux jours et comme l'explique Philippe Vasseur, président du forum d'orientation, «la TRI a besoin de business». À saisir, la performance énergétique des bâtiments,

l'impression 3 D, les nouveaux parcs tertiaires, l'économie circulaire, la logistique urbaine, les nanotechnologies, etc. Y. B. À Lille Grand Palais, ce 10 février, à partir de 9h. Programme complet sur rev3days.fr ■



L'Audomarois accélère pour passer à la voiture électrique

PAR MARIE JANSANA
saintomer@lavoixdunord.fr
AUDOMAROIS. Les bornes de recharge seront-elles bientôt plus nombreuses... que les voitures électriques censées se brancher dessus? C'est la question qui vient à l'esprit en voyant le déploiement des nouvelles installations - la carte recense seulement celles du parc public, il en existe d'autres dans le privé, par exemple à Auchan. L'Audomarois œuvre en partenariat avec la Région qui, dans son processus de transition énergétique, en veut 2000 en 2020. Le territoire fait ainsi office de précurseur. «Nous mettons un doigt dans l'engrenage, positive Jacques Delmaire, le maire de Mametz équipé depuis six mois... et qui n'a pas encore vu d'utilisateur. Cela peut être prématuré mais, un jour, cela deviendra nécessaire. Avec 2000 habitants, il faut montrer l'exemple!» Financées par l'État, la Région et les intercommunalités (prix moyen 11 000 euros), 33 bornes sont en fonction dans le

secteur, deux arrivent prochainement et dix autres avant le printemps. Deux voitures peuvent s'y brancher en même temps. La majorité propose la recharge lente (6 à 8 heures) et la semi-rapide (1 à 2 heures). Il faut compter 70 centimes pour 20 minutes pour les conducteurs munis de la carte Pass Pass et 10 centimes de nuit - 5 centimes de plus pour les usagers qui s'enregistrent sur place via leur téléphone portable. Un plafond est fixé à 40 euros par mois; au-delà les recharges sont offertes jusqu'au mois suivant. En outre, une borne en mode rapide (80% de la batterie en une demi-heure) est installée à Thérouanne. Il en coûte 4,5 euros par tranche de 20 minutes (5,5 euros pour les non-inscrits).

De l'autopartage rural

Dans le pays de Lumbres, elles seront sept à terme. Quatre sont déjà en fonction, dont deux à Setques sur

l'aire de covoiturage, une à la maison des services à Lumbres (en plus de ses deux bornes privatives pour ses propres véhicules) et une dans le centre-bourg. Les trois futurs sites ne sont pas encore connus. Deux communes se sont déjà déclarées volontaires. «Ce projet est lié à un projet de véhicules électriques en autopartage en milieu rural, une des actions listées dans le cadre du réseau Territoire à énergie positive pour la croissance verte (avec le ministère de l'Environnement)», explique l'intercommunalité. Ici «le relevé est plus que positif, car les bornes étaient actives pendant le festival d'art singulier cet automne et l'un des artistes a chargé sa voiture toute la semaine, nous ferons partie des meilleurs chiffres de la région!» *
Inscription gratuite: electrique.passpass.fr ■



Les énergies renouvelables séduisent de plus en plus les communes

PAR LIONEL MARÉCHAL
fourmies@lavoixdunord.fr
ANOR. Les habitants ont trouvé l'intervention de Thierry Janssoone implacable, mercredi soir dans la salle de la Malterie à Anor. Ce dernier, président de l'association Solis, était venu expliquer le projet de création, dans la commune, d'une centrale solaire sur le toit de la salle Andrée-Beuné. Avec un corollaire assez convaincant: «L'électricité produite en France, actuellement, vient majoritairement du nucléaire. Elle a un prix de 4,5 centimes le kilowatt/heure (kWh). Mais les travaux de sur- vie des centrales vont faire grimper la note. Et avec un EPR (centrale 3e gé- nération), on est à 13. Contre 14 pour les énergies renouvelables dont le so-

laire. On estime donc que, dans deux ans, les courbes vont se croiser». Traduisez que, à terme, produire de l'électricité avec les énergies renouvelables (solaire, éolien, hydraulique...) va coûter moins cher que l'atome. D'où le projet local. «Cela entre dans notre démarche, souligne Benjamin Wallerand, adjoint à l'aménagement de la commune. Nous venons d'installer une chaudière à bois déchiqueté dans l'ancienne école du Point du Jour (où il y a trois logements sociaux, une salle des fêtes...) pour remplacer le propane. Ça diminue la facture de 30%. La deuxième étape, c'est l'arrivée de panneaux photovoltaïques sur le toit de la salle Beuné dans le cadre d'une coopérative» (NDLR: lire ci-dessous).

Une surface de 250 m2 qui permettra d'alimenter l'équivalent de dix foyers mais aussi de placer le bâtiment en autosuffisance énergétique (avec 25 m2). Et tout sera local? «Oui, parce que notre association travaille avec des sociétés agréées hexagonales pour la fabrication et l'installation des panneaux, répond M. Janssoone. C'est dans le cahier des charges. Et les équipements ont une durée de vie de 30 ans. Dans le cas d'Anor, le retour sur investissement de 121000 € est de 15 ans». Autre bonne nouvelle annoncée par Solis, la législation devrait évoluer, prochainement, pour les particuliers... ils pourront s'auto-alimenter sans passer par la revente au fournisseur public. ■



Des projets qui poussent partout...

Créée en 2011, l'association Solis aide quatre communes sur la métropole européenne lilloise (MEL), qui ont choisi d'installer des panneaux photovoltaïques, sur des toits d'écoles et d'église. À Lille, Erquinghem-Lys, Ronchin et Wavrin. Quatre centrales solaires qui fonctionneront dès le printemps. Sachant que l'objectif est d'atteindre les 28, toujours dans la MEL, pour la période 2017-2020. Mais l'association est ouverte à toutes les communes de la ré-

gion, de Dunkerque à Anor, où il existe des projets. Comme aussi dans l'Avesnois, avec des énergies renouvelables autres que le solaire: une turbine hydroélectrique à Maroilles, une éolienne à Cartignies... L'avantage de l'association Solis, financée en partie par les communes participantes, est qu'elle est placée sous le régime juridique de la coopérative - elle compte actuellement une centaine de membres dont des particuliers. Et tout le monde peut adhé-

rer à raison de deux parts minimum (soit 100 €). Qui rapporteront 1% par an. Le but étant, bien sûr, d'impliquer les citoyens dans les projets. Et si la mise est récupérable à tout moment, il est quand même conseillé de la laisser 15 ans, le temps que le projet soit rentable. Mercredi soir, dans la salle la Malterie, certains habitants se sont déjà laissé tenter. À l'issue de la présentation, 2500 € de promesses avaient été enregistrés. ■



Le Parc s'engage également

Le Parc naturel régional (PNR) de l'Avesnois a également décidé de s'engager dans la transition énergétique, comme le confirme Melvin Deljehier, chargé de mission éponyme: «Reconnu territoire à énergie positive pour la croissance verte, par l'État, l'arrondissement d'Avesnes-sur-Helpe s'est vu attribuer une enveloppe de 2M€». Qui va permettre la rénovation de l'éclairage public (avec des leds), à Fourmies, et dans les in-

tercommunalités Pays de Mormal et Maubeuge-Val de Sambre; la réhabilitation thermique du siège de la communauté de communes Cœur de l'Avesnois, à Avesnes-sur-Helpe; la mise en place d'un système de récupération de chaleur, dans les piscines d'Aulnoye-Aymeries et de Louvroil; etc. Mais le Parc s'engage aussi auprès de ses 131 communes en fournissant, à celles qui le souhaitent, l'ingénierie pour tout projet relatif à

la transition énergétique. «Par exemple, sur le territoire du PNR, il y a 300 bâtiments publics qui sont en capacité d'accueillir des panneaux photovoltaïques, précise le chargé de mission, qui pourraient alimenter l'équivalent de 100 000 habitants, soit les deux tiers de la population du Parc». ■



À la découverte du sentier de l'Azuré

Pas de mante religieuse, de tarier pâtre, d'argus bleu-nacré, qui a donné son nom au sentier de l'Azuré, ni évidemment les gentianes d'Allemagne, les ophrys ou l'aster amelle qui caractérisent les lieux. Si la météorologie était clémente, ce jeudi après-midi, l'hiver n'est pas la saison la plus propice pour partir à la découverte du site des Communaux de Chermizy-Ailles. Depuis 1993, ce savart de 8 hectares au sol crayeux, propriété de la commune, est géré par le conservatoire d'espaces naturels de Picardie. C'est là où s'est rendu Christophe Lépine, président du Conservatoire d'espaces naturels de Picardie, en compagnie de Christophe Coulon, vice-président du conseil régional des Hauts-de-France, et de plusieurs élus du sec-

Ne pas mettre la nature «sous cloche»

«Le conservatoire a signé un bail de 50 ans avec la commune pour assurer la gestion de ce site naturel, explique Christophe Lépine. C'est un espace qu'il est intéressant de protéger parce qu'il y a des espèces qu'on ne trouve pas ailleurs.» Parmi la flore, il y a par exemple vingt-et-une espèces d'orchidées dont une est spécifique à Chermizy-Ailles. Pour le président du conservatoire, l'objectif est que ce site soit découvert par le plus de monde possible et qu'il serve aussi de base pédagogique aux enseignants dans leur travail avec des élèves. «Les gens ont de plus en plus besoin de se dire allez, on va se balader. C'est magique. Il n'est pas question de mettre la nature sous cloche», relève Christophe Lépine. Le site des Communaux fait l'objet de travaux d'entretien réguliers, mobilisant al-

ternativement agents du conservatoire d'espaces naturels de Picardie, bénévoles ou stagiaires des chantiers d'insertion de la communauté de communes du Chemin des Dames.

Une enveloppe financière de la Région

Le conservatoire fait aussi appel à des agents d'entretien un peu particuliers: les moutons d'un éleveur de la région. Seule condition, éviter les périodes où les plantes constitueraient un délicieux festin pour les ovins! Pour Christophe Coulon, «c'est un partenariat important que nous avons avec les deux conservatoires d'espaces naturels de Picardie et du Nord Pas-de-Calais avec une enveloppe financière de 1,4 million d'euros. Un site comme celui de Chermizy-Ailles, c'est notre patrimoine régional.»Philippe Robin ■



VP5 - MER ET PORTS, POLITIQUE DU LITTORAL

La CGT du port part au clash contre le directeur de la sûreté

Rien ne va plus entre une partie des salariés du port et leur directeur sûreté. Le dialogue semble rompu depuis de longues semaines et de vieilles histoires refont surface à coups de tracts. Hier, deux membres de la CGT port étaient auditionnés dans les locaux du commissariat de Calais suite à la divulgation de tracts et d'une affiche pour le moins irrespectueuse vis-à-vis du directeur. Du côté du secrétariat général du syndicat, Hervé Caux dément tout geste diffamatoire émanant de la CGT.

La CGT soutient ses salariés

Nord Littoral s'est procuré une partie des écrits et des dessins concernés dans cette affaire. Une dizaine de tracts malmène en effet l'actuel directeur sûreté du port de Calais. Il n'est que rarement nommé comme «directeur de sûreté» mais possède plusieurs surnoms. Dans l'un des

tracts, le supposé directeur affublé du nom de «Papa Schultz» en prend pour son grade: «En espérant ne pas avoir été trop méchant, car la fessée fait peur... Au pire, la Biafine permettra de calmer les rougeurs». La petite phrase fait probablement référence à un dessin affiché dans les locaux du port. Celui-ci représente un père Noël qui sodomise et donne la fessée au directeur, avec la légende suivante: «Pot de départ: merci Papa Noël». Très fin. Hier matin, devant les locaux du commissariat, une quinzaine de délégués du personnel de la CGT étaient présents pour «soutenir» les deux salariés auditionnés. «Si des tracts sont parus, ce n'est pas de notre ressort» Hervé Caux Remonté, le secrétaire général a précisé: «Si des tracts sont parus, ce n'est pas de notre ressort. S'il y a des tracts sauvages, ça ne nous concerne pas. Chacun doit prendre ses responsabilités. On sera vigilant sur les suites de l'affaire mais si ce monsieur (le direc-

teur sûreté) ne se sent pas bien sur le port, il faut qu'il parte. La CGT n'a voulu virer personne.»

«On n'a pas besoin de ces gens-là»

L'amour est consommé et consumé entre les deux partis. «On a bien d'autres soucis en ce moment avec le ferroutage, l'enrochement (projet Calais Port 2015) et la communication nationale et internationale pour redorer le blason du port de Calais. On n'a pas besoin de ces gens-là sur le port. On en a assez vu avec la misère humaine (la présence des migrants à Calais, ndlr) depuis des années.» Selon nos informations, les deux salariés du port pourraient être condamnés à une simple amende. Thomas DAGBERT-Philippe HENON ■



«La CGT dépasse la limite du dialogue social»

«La CGT dépasse la limite du dialogue social» Le directeur de la sûreté l'avoue, cette opération de déstabilisation menée par la CGT l'a secoué: «La multiplication des tracts contre mon travail m'a touché moralement et physiquement. C'est du harcèlement. J'ai saisi deux fois le CHSCT.» Un médecin l'a placé en arrêt de travail quelques jours. Mais pas

question pour lui de baisser pavillon: «Je continue mon travail. Je fais simplement mon boulot en donnant des consignes. S'il y a des problèmes d'effectif, d'organisation, je suis prêt à l'entendre, à en discuter, mais pas de cette manière. Cela dépasse les limites du dialogue social.» Le président Jean-Marc Puissesseau soutient son directeur de la sûreté. «Il

fait un excellent travail. Le problème est que la CGT croit être le patron du port... Elle manifeste, elle met la pression, elle fait peur pour arriver à ses fins. Mais tout cela date d'une autre époque. J'accorde toute ma confiance à mon directeur.» ■



VP8 - CULTURE

Le carnaval de Dunkerque, trois mois de folie

Chaque week-end, jusqu'au 18 mars, des foules chamarrées défilent dans les rues de Dunkerque jusqu'au chahut final.

De notre correspondante Hélène Hannon À Dunkerque (nord)

Le carnaval, on peut pas l'expliquer, faut le vivre pour le comprendre ! » : une longue perruque blonde, un maquillage exubérant, d'interminables faux cils qui manifestement le gênent un peu et une robe à fleurs garnie d'une généreuse poitrine, Fred, enseignant à la retraite, n'en a jamais raté un. « J'y pense toute l'année ! rigole-t-il. Le carnaval est viscéralement ancré dans chaque maison dunkerquoise. On le vit en famille, du plus vieux au plus jeune. »

Une tradition qui se transmet de génération en génération depuis le début du XVII^e siècle. A l'époque, les pêcheurs fêtaient leur départ, pour une pêche à la morue au large de l'Islande qui durait six mois et dont beaucoup ne revenaient pas. Il n'y a que la guerre sur leur sol qui aura depuis empêché les Dunkerquois de célébrer leur carnaval en 14-18 et 39-45. En 1991, lorsqu'il avait été interdit pour cause de guerre du Golfe, un groupe avait tout de même organisé sa « bande annulée » qui avait eu un franc succès. C'est dire que ce carnaval est chevillé au corps des enfants de Jean Bart.

Paré de son clet'che (déguisement en dunkerquois), chacun se donne le bras et forme de joyeux rangs qui

avancent et chahutent au rythme de la musique : « J'adore le mélange qu'il y a ici, sourit Marlène, 21 ans, coiffée d'un chapeau à plumes et couverte d'une fausse fourrure sur laquelle sont accrochées des fleurs multicolores. On peut donner le bras à un toubib, un chômeur ou à son patron, boire un verre ensemble sans savoir qui nous sommes. L'essentiel, c'est de chanter les mêmes chansons ! »

La Clique, autrement dit les musiciens officiels du carnaval, joue devant la bande. C'est sa musique, guidée par le tambour major, qui rythme l'avancée de la foule. Les chansons sont majoritairement grivoises et leurs refrains s'apprennent très vite. Depuis quelques années, la foule reprend volontiers les chansons des Prout, un groupe de musiciens amateurs dunkerquois qui a rajeuni le répertoire carnavalesque. Leurs chansons ont un tel succès qu'elles ne sont pas seulement chantées à Dunkerque, mais résonnent jusqu'à Paris où les Prout ont investi quatre fois l'Olympia !

Sur le parcours des bandes, il y a bien sûr les bistrotts où l'ambiance est torride, mais il y a aussi les « chapelles », ces maisons dont les propriétaires ouvrent la porte à quelques carnavaliers. « Faire les chapelles, c'est passer d'une maison où on te propose

une bière avec des frites à une autre qui t'offre des huîtres et du champagne. Entre les deux, c'est bien de se dépenser dans les chahuts de la bande », s'amuse Fred.

Après quelques heures d'un défilé bien physique, la bande se retrouve à la nuit tombante pour le rigodon final. « Là, il faut être en forme, prévient Marlène, c'est une heure de chahut très physique, mais chanter l'hymne à Jean Bart à la fin, c'est une belle récompense ! » Le carnaval s'achève toujours par la foule, fumante de chaleur dans le froid de l'hiver, agenouillée pour rendre hommage en chanson à son corsaire. « C'est un moment très fort en émotion. On se donne tous la main, c'est une vraie communion et ça fait beaucoup de bien », assure Marlène. Les plus hardis filent ensuite aux bals. Chacun est organisé par une association distincte. Fidèles à l'esprit généreux du carnaval, elles versent les bénéfices à une œuvre caritative. ■

Le défilé, où chacun avance en rang en donnant le bras à son voisin, peut durer plusieurs heures. Puis, à la nuit tombante, c'est l'heure du rigodon final : une heure de chahut « très physique », prévient Marlène, une habituée de l'événement.

DR



Un bazar très organisé

De l'extérieur, le carnaval ressemble à une gigantesque pagaille. Il est pourtant régi par une charte « Carnaval respectueux, carnaval heureux », qui est expliquée dans les écoles et distribuée sous forme de bande dessinée. « On ne fait pas n'importe quoi », confirme Hubert Acket, président de l'Association des bals du carnaval dunkerquois, qui

rassemble plus d'une dizaine d'associations philanthropiques. « Il faut suivre la musique. Comme le dit la charte : quand les fifres jouent, on marche, quand les cuivres et les tambours se mettent à résonner, on chahute. » Et si l'on donne le bras à qui l'on veut, pas question de se placer n'importe où. « Surtout pas en première ligne, rappelle Hubert. Elle est

réservée aux costauds qui peuvent retenir la pression de la bande qui pousse. » Dans les chahuts, si un carnaval tombe, un autre criera « chute », et tous retiendront la foule autour de lui. Mais les incidents sont rares, « parce qu'on est tous des copains », sourit Hubert Acket. ■

par H.h.



Le carnaval de Dunkerque dure trois mois,

Le carnaval de Dunkerque dure trois mois, avec un rendez-vous chaque week-end. Parmi les temps forts figurent les Trois Joyeuses, qui fêtent Mardi gras les 26, 27 et 28 février. Elles démarrent dès le samedi soir avec un bal. Le dimanche, c'est l'immense bande de Dunkerque, avec son célèbre jet de harengs depuis les balcons de la mairie, à 17 heures. Nouveau bal le soir, puis deux

bandes : le lundi sur le port, et le mardi dans le quartier de Rosendaël, historiquement celui des pêcheurs.

De 40 000 à 50 000 carnavaleux s'y retrouvent chaque jour. Soyez patients, en raison de l'état d'urgence, les fouilles sont obligatoires et les points d'entrée réduits. Les déguisements de religieux ou de militaires sont interdits.

Le programme complet figure sur le site de la ville : www.ville-dunkerque.fr, ainsi que sur celui de l'office de tourisme, www.dunkerque-tourisme.fr, qui organise des séjours à partir de 53 €. Renseignements sur le site, ou au 03.28.66.79.21. ■



un label pays d'art et d'histoire en 2019?

Il y a des richesses dans le territoire, mais elles sont assez peu connues. Les gens viennent dans la région pour visiter l'Historial, mais ils ne restent pas pour regarder ce qu'il y a autour. C'est dommage, car il y a beaucoup de choses qui méritent d'être découvertes.» Pour Clémence Decrouy, chargée de mission Pays d'Art et d'Histoire, au syndicat mixte Pays Santerre Haute-Somme, l'objectif est clair: valoriser le patrimoine du territoire malheureusement parfois trop dénigré ou pas assez mis en avant. C'est pour cette raison que cette diplômée d'Histoire et de Sociologie et guide conférencière a été embauchée à ce poste il y a trois mois par le syndicat du Pays regroupant trois communautés de communes (Hauts-de-Somme, Est de la Somme et Terre de Picardie), 16 communes et 68000habitants. «Mon travail consiste à préparer le dossier de candidature pour obtenir dans deux ans le label Pays d'Art et d'Histoire décerné par le ministère de la

Culture. Il permet d'identifier, de préserver et de valoriser le patrimoine d'une ville ou d'un pays. Ce projet soutenu par la DRAC (Direction régionale des affaires culturelles) et porté par le Pays représente un enjeu majeur pour le territoire». «Ici nous ne manquons pas d'atouts qu'ils soient architecturaux ou naturels» Clémence Decrouy, chargée de mission En effet ce label - il en existe seulement un dans le département (lire ci-contre) - est aussi et surtout un formidable levier pour le développement culturel et touristique du territoire, avec une création d'emplois à la clef. «C'est un outil de promotion du patrimoine, qu'il soit architectural ou naturel. Ici, nous ne manquons pas d'atouts, entre les sites mémoriels de la Grande Guerre, les paysages de la vallée de la Somme et du plateau du Santerre, ou encore les églises et chapelles ayant survécu aux destructions de la guerre», détaille Clémence Decrouy, qui procède actuellement à un vaste inventaire

du patrimoine. Et cette exploratrice du patrimoine local dénicher de véritables pépites. «Il y a de très beaux édifices à l'architecture Art déco de l'Entre-deux-guerres, par exemple dans les hôtels de ville de Péronne et Ham. À l'époque, il y a eu beaucoup d'architectes novateurs venus dans la région pour reconstruire les communes détruites par la guerre. Le patrimoine culturel est aussi important. Il y a une très belle église gothique à Rosières-en-Santerre ou, plus anecdotique, celle de Brie, qui a été bâtie par les mêmes architectes que celle du Raincy, en région parisienne.» Le patrimoine naturel n'est pas en reste, que ce soit les hardines de Péronne et Ham ou les plaines agricoles. «Il y a une vraie identité de territoire qui mérite d'être valorisée. Notre ambition est de mobiliser les acteurs locaux et les habitants pour que nous puissions gagner la labellisation de notre Pays en 2019.» Ludovic LASCOMBE ■



Un seul label dans la Somme

Un seul label dans la Somme Créé en 1985, le label «Villes et Pays d'Art et d'Histoire» sous l'égide du ministère de la Culture et de la Communication, est un réseau s'étendant dans tout le pays. S'il en existe 186 au niveau national, il regroupe 8 en Pi-

cardie (Amiens Métropole, Saint-Quentin, Noyon, Laon, Soissons, Beauvais, Chantilly et le dernier né en 2015 Senlis-Ermenonville). «Dans la Somme, il n'y a qu'Amiens qui ait le label, observe Clémence Decrouy. Ce serait donc pour nous une belle

victoire si notre Pays était le deuxième dans le département.» Une bonne manière de donner un coup de projecteur à ce territoire, a priori pas le plus touristique de la Somme. ■



Marseille mise gros sur la culture en 2018

De nombreux chefs d'entreprise se mobilisent pour faire de la culture un levier de rayonnement et de développement du territoire.

Cela devrait être officiel la semaine prochaine : les patrons ont envie de revivre l'effet galvanisant de Marseille-Provence 2013 Capitale européenne de la culture, en devenant les mécènes organisateurs d'un nouvel événement l'an prochain : MP2018. « Nous avons la conviction qu'une manifestation artistique majeure, à la fois exigeante et accessible, apporte un gain d'image, de notoriété et d'attractivité dont nous bénéficierons tous » souligne Raymond Vidil, président de l'association MP Culture

En 2013, en effet, la cité phocéenne et les territoires partenaires engrangeaient 11 millions de visites, 11.000 articles de presse. Et gagnaient une belle notoriété : nationale, auprès des trois quarts des Français ayant entendu parler de ces festivités ; internationale, avec une hausse de 23 % du nombre de touristes étrangers. Non seulement la fierté des habitants était renforcée, mais la destination devenait mature. La Direction générale de l'éducation et de la culture de la Commission européenne écrivait en octobre 2014 : « Tout porte à croire que les perceptions négatives de Marseille, chez les résidents comme chez les visiteurs, ont été remises en question, et, pour la première fois, Marseille est considérée comme une destination culturelle », soulignant que le programme de MP 2013 avait été « l'un des plus ambitieux jamais présentés par une capitale européenne de la culture ».

Voilà pourquoi les chefs d'entreprise souhaitant capitaliser sur ces acquis planchent depuis le début de l'année sur MP 2018, avec la volonté de « jouer collectif » et de faire de la culture un levier pour fédérer les forces vives du territoire...

Les fondateurs de MP 2018 sont l'association Mécènes du Sud, qui réunit déjà 46 PME (jusqu'à Aix-en-Provence, Apt, La Ciotat...), mais aussi la Chambre de commerce et d'industrie Marseille-Provence, l'université Aix-Marseille, le Club Top 20, qui regroupe 40 dirigeants de grandes entreprises au chiffre d'affaires cumulé de 38 milliards d'euros, soucieux de faire entrer la métropole dans le classement des vingt premières au niveau européen.

Le budget de MP 2018 est fixé à 5,5 millions d'euros. Pour mémoire, Lille 3000, lancé en 2015 dans la foulée de Lille Capitale européenne en 2004, disposait de 8,2 millions. La moitié des financements viendraient du privé, l'autre du public : soit 1 million du département, 500.000 euros de la région, 200.000 de la direction régionale des affaires culturelles (Etat) et 300.000 des autres collectivités (ville, métropole).

Fête, parcours arty et résidences

Les institutions culturelles régionales sont séduites par l'événement, qui comprendra une grande fête po-

pulaire d'ouverture, une ou deux grandes expositions d'envergure internationale, des parcours arty sur le territoire, des résidences d'artiste au sein des entreprises, l'ouverture du pavillon MJ1 sur le port de Marseille, un avant-goût de la biennale européenne d'art contemporain Manifesta 2020...

L'atout de Marseille-Provence est de bénéficier depuis MP 2013 d'équipements artistiques de haut niveau, comme le MuCEM ou le Frac (Fonds régional d'art contemporain). Et la région a su attirer des « pointures » de la culture : de Macha Makeïeff, directrice de La Criée, à Jean-François Chougnet, président du MuCEM, de Bernard Focroulle, aux commandes du Festival d'art lyrique d'Aix, à Sam Stourdzé, aux manettes des Rencontres internationales de la photographie d'Arles...

Pour Alain Arnaudet, à la tête de la Friche Belle de Mai, « MP 2018 est l'occasion de mettre en avant les opérateurs culturels qui accompagnent les artistes de demain ». « Nous avons l'obligation de faire sortir la culture de son quotidien, de nous mobiliser collectivement pour convoquer la convivialité, l'émotion, la fête, le partage », estime pour sa part Dominique Bluzet directeur des Théâtres. Cela tombe bien, puisque le thème retenu pour MP 2018 ne sera autre que... l'amour. ■

par Martine Robert



SERGE LASVIGNES (PRÉSIDENT DU CENTRE POMPIDOU)

Serge Lasvignes : « On parle peu de culture dans les débats présidentiels et cela me paraît choquant »

Question : Quel bilan faites-vous de ce 40e anniversaire du Centre Pompidou que l'on célèbre dans toute la France ?

Il faut saluer la réussite de ce projet, qui a rempli la mission assignée par ses initiateurs, au premier rang desquels Georges Pompidou : créer de nouvelles conditions d'accès à l'art. Le Centre Pompidou a inspiré tous les musées et pas seulement ceux dédiés à l'art contemporain, il a été la matrice des nouvelles formes de présentation de l'art. Il a fait sauter les cloisons entre grande et petite culture, notamment grâce à la pluridisciplinarité. Cette réussite dépasse largement la sphère de l'établissement : le Centre a acquis une dimension mythique, légendaire à l'étranger. Et alors qu'il a hérité à l'origine de la collection du musée d'art moderne du Palais de Tokyo, d'une richesse relative, l'établissement compte aujourd'hui 120.000 oeuvres. C'est l'une des deux plus importantes collections avec celle du MoMA de New York ; elle s'enrichit encore, malgré un budget d'acquisition modeste, grâce aux donations d'artistes, de collectionneurs, de galeristes, d'amis...

Question : Des regrets ?

Pour la première fois, on a voulu rapprocher dans un même lieu une bibliothèque, un centre d'art et un institut de recherche musicale unique, l'Ircam. Mais on a eu du mal à ce que les trois entités travaillent ensemble à des projets communs, multiculturels. Cela progresse mais au prix de

beaucoup d'investissements. L'Ircam est un centre de recherche fondamentale et appliquée, qui s'appuie sur le CNRS et Paris-IV, proche des start-up, alors que ce monde des nouvelles technologies est assez étranger à la culture du musée. Pourtant, il peut être un tremplin pour investir le domaine scientifique ; et nous avons aussi le Centre de création industrielle, axé sur l'architecture et les sujets sociétaux, auquel nous devons redonner son identité. Fin mars, nous monterons une manifestation multiforme tournée vers la prospective et le numérique, Mutations-Créations, qui réunira artistes, musiciens, designers, techniciens, scientifiques, en coproduction entre l'Ircam et le CCI. Nous devons cultiver cette originalité, cette capacité transgressive, notre ADN.

Question : Le Centre va-t-il s'offrir une rénovation ? On parle de 100 à 150 millions...

En quarante ans, il n'y a pas eu - réserve faite des centrales de traitement d'air en 2013 - de véritables travaux d'actualisation technique : prévention incendie, conditionnement d'air, nettoyage des façades, changement d'ascenseur... Nous avons élaboré un schéma directeur avec le ministère de la Culture et l'Opic. Dès 2018, la chenille, déjà empruntée par plus de 100 millions de visiteurs, sera rénovée moyennant de 18 à 20 millions d'euros, de même que les entrées par la piazza. Et l'on rétablira une entrée commune entre les salles d'exposition et la bibliothèque, fré-

quentée par 1,2 million de personnes par an, avec une forte proportion de jeunes des quartiers populaires. Il y a là un réel enjeu de démocratisation de l'art contemporain. En 2020, on passera aux travaux techniques « durs ». A quel rythme ? Tout dépendra du soutien de l'Etat, des mécènes...

Question : Que comptez-vous mettre en place pour convaincre les mécènes ?

La gouvernance du Centre n'ayant pas été conçue pour intégrer les mécènes, nous réfléchissons à la mise en place d'un fonds de dotation pour impliquer une dizaine de patrons ayant un réel engagement dans la culture, créer une interactivité avec les entreprises à travers des projets alimentés par ce fonds, par exemple des résidences d'artistes. Par ailleurs, nous voyons bien nombre de ceux qui étaient hier encore de grands mécènes se tourner vers un « automécénat » via leurs propres fondations. Cela n'est pas sans conséquence pour nous, même si cela renforce l'attractivité de Paris.

Question : Faut-il se rapprocher du modèle privé des musées américains ?

Nous avons une mission de service public pour laquelle l'Etat nous accorde une subvention, mais celle-ci a fondu de 8 à 9 millions en dix ans. Il ne s'agit pas de calquer notre fonctionnement sur les musées américains, mais nos conservateurs s'investissent de plus en plus dans la

levée de fonds, y compris à l'étranger. Il faut trouver de nouveaux financements et maîtriser nos coûts sans dénaturer la pluridisciplinarité qui fait notre force : la diversité de nos propositions a permis d'accroître notre fréquentation l'an dernier, de manière contracyclique.

Question : La baisse des budgets publics est-elle inquiétante pour l'avenir ?

Pour les acquisitions d'oeuvres, avec un budget de 1,8 million d'euros - dans les années 1980, c'était quatre fois plus -, il est clair que nous avons absolument besoin des dons, des dispositifs fiscaux qui les encouragent, sur lesquels les politiques ne doivent pas revenir.

Question : Les institutions culturelles évaluent-elles à leur juste prix les contreparties offertes aux mécènes : privatiser Beaubourg relève de l'exceptionnel...

Il faudrait davantage d'échanges, de concertation, entre les grandes institutions ; une forme de concurrence s'est développée pour attirer les mécènes, tirant les tarifs vers le bas, alors qu'il ne faut pas brader des bijoux de famille. C'est aussi parfois une question d'amour-propre de la part de ceux qui dirigent ces établissements, peu habitués à la compétition économique.

Question : Le nécessaire soutien du privé ne vous rend-il pas dépendant d'un marché de l'art spéculatif ?

Il est vrai que c'est un marché très particulier : la variable émotionnelle est très forte dès lors que beaucoup de personnes veulent la même oeuvre. Lorsqu'un collectionneur nous prête des pièces pour monter une exposition, nous sommes conscients de la plus-value possible pour lui. Nous représentons un sé-

same pour nombre de galeries qui font pression sur nous, mais nous ne cédon pas et gardons notre autonomie éditoriale. C'est pourquoi nous cherchons aussi à développer nos recettes à l'international. Après le Centre Pompidou Malaga, qui a déjà attiré 320.000 visiteurs en un an et demi, nous avons un projet très avancé à Shanghai pour 2018 et à Bruxelles pour 2020. Je crois beaucoup à la valorisation de notre ingénierie culturelle à l'étranger, il y a une vraie demande, notamment en Chine, où il se crée sans cesse de nouveaux musées. Nous avons la marque, le réseau, les compétences.

Question : La taille atteinte par la collection nécessite-t-elle de dissocier art moderne et art contemporain, en ouvrant un second lieu ?

C'est un débat récurrent, mais je n'y suis pas favorable. Avoir un parcours étendu de l'art moderne à l'art contemporain facilite l'accès à l'art le plus actuel, permet de faire le lien. En revanche, nous pouvons multiplier les projets hors les murs pour aller vers le public que l'on ne voit jamais. Et dans ce souci de démocratisation, nous avons un projet d'implantation d'une annexe, avec nos réserves, en Seine-Saint-Denis, en 2020.

Question : Les technologies permettant toujours mieux de découvrir des oeuvres sans se déplacer sont-elles une menace ?

Rien ne remplace le contact avec l'oeuvre. Le numérique ne videra pas les musées : regardez la nouvelle classe moyenne chinoise, elle a rencontré un nombre incalculable de fois l'image de la Joconde sur Internet, mais elle veut quand même aller se faire photographier devant l'original ! En revanche, le numérique permet une très large diffusion des oeuvres et des actions éducatives ef-

ficaces : à travers une webtélé pour enfants, nous aidons à ouvrir l'école à l'art contemporain. Avec le conseil scientifique de Normale sup et du Collège de France, nous réfléchissons pour la rentrée à des cours en ligne gratuits dans une logique de Mooc. Et nous déclinons également un volet payant dans le cadre de la formation professionnelle pour lequel nous recherchons des partenaires financiers. L'institution devient ainsi collaborative. Nos équipes de conservation doivent s'adapter car elles n'ont pas encore l'habitude d'aller sur les réseaux sociaux, de partager leur travail.

Question : Pour vous, l'ex-secrétaire général du gouvernement, la culture n'est-elle pas la grande absente des débats de la présidentielle ?

Oui, on parle peu de culture et cela me paraît particulièrement choquant. Que le premier sujet soit l'emploi, d'accord. Que la sécurité soit aussi une priorité, je comprends. Mais si on se limite à cela, on laisse les extrémismes, le repli sur soi, progresser. J'ai tendance à faire l'analogie avec l'époque de la création du Centre. Georges Pompidou avait constaté le décalage entre le développement économique de la France et son conservatisme culturel. Il considérait que ce n'était pas bon sur le plan sociétal et économique car cela constituait un frein à l'innovation. L'art contemporain est une formation à la tolérance, à la souplesse, à l'agilité : tout ce dont on a besoin en ce moment ! Et l'éducation artistique est un facteur d'égalité des chances, d'ouverture d'esprit, irremplaçable. En France, on n'articule pas suffisamment les secteurs de la culture et de l'éducation. L'art doit être partagé par le plus grand nombre : c'est pourquoi pour nos quarante ans, plutôt que de faire un seul grand événement à Paris, nous avons préféré une fête ver-

tueuse qui se propage sur le territoire. ■

Serge Lasvignes

Président du Centre Pompidou

par Nicolas Barré Et Martine Robert

ENCADRÉS DE L'ARTICLE

Son actualité

Les 40 ans du Centre Pompidou : un anniversaire partagé, avec 75 événements, dont 50 expositions et 25 performances, concerts, spectacles, dans 40 lieux.

Lancement le 15 mars du festival Mutations-Créations, qui réactive le Centre de création industrielle et la dimension pluridisciplinaire du Centre Pompidou, sollicitant également l'Ircam.

Création à l'automne de l'école du Centre Pompidou, in situ, et sur Internet (Mooc), autour de la créativité et des expressions artistiques.

Son parcours

Né le 6 mars 1954 à Toulouse, cet agrégé de lettres modernes est d'abord professeur de lettres avant d'intégrer l'ENA puis le Conseil d'Etat.

En 1995, il entame une carrière hors Conseil d'Etat. Il modernisera notamment la Documentation française, pilotera les sites Internet service-public.fr et legifrance.fr avant de devenir secrétaire du gouvernement de 2006 à 2015.

Depuis avril 2015, il est président de l'Etablissement public du Centre Georges-Pompidou.



VP9 - FORMATION ET RELATIONS AVEC LES ENTREPRISES

Demain les caméras de vidéosurveillance seront intelligentes et... chinoises

Par THÉODORE TERSCHLUSEN valenciennes@lavoixdunord.fr VALENCIENNES. Ce n'est pas d'habitude, un monstre de froideur. Mais rarement on aura vu le député-maire de Valenciennes aussi réjoui, en conférence de presse. Et pour cause, si l'on en juge par la confiance lâchée en fin de réunion. «À la louche, un cadeau de 2 millions d'euros fait à la ville», pour qu'elle serve de lieu d'expérience, puis de show-room pour d'autres clients. On sait aussi maintenant d'où vient le cadeau. Jean-Louis Borloo est membre du «board», le conseil de surveillance du groupe chinois Huawei. C'est lui qui a proposé la capitale du Hainaut, quand ses interlocuteurs cherchaient une piste d'atterrissage. À l'Assemblée nationale, son successeur a tout mis en musique.

70 000 employés dans le monde

Jamais aussi on aura vu à Valenciennes une aussi forte délégation chinoise, conduite par Karl Song, le patron français d'Huawei. La firme est née dans les télécommunications, a grandi dans le service aux entreprises et le mobile, nouvel Eldorado. Du lourd, avec 70 000 employés dans le monde. Qui veut pousser son avantage dans la nouvelle technologie, celles des cités intelligentes, les fameuses «smart-cities». C'est plus précisément son système de «safe-city», ville sûre, qu'elle va déployer ici. Gratuitement. Ce que Valenciennes y gagne. D'abord, un système de video surveillance plus étoffé, avec 217 caméras à terme, contre 150 aujourd'hui. Le réseau est déjà présent jusque dans la périphérie, mais sera ainsi densifié, en particulier autour des crèches et écoles. Même le Vignoble sera couvert. Ensuite, un parc

remis à neuf, avec de nouvelles caméras haute définition, à même de zoomer avec plus d'acuité. Mais le gain sera aussi dans l'intelligence du système. Le centre de commandement de la police municipale stocke 80 teraoctets d'images. Avec une telle masse de données, la difficulté c'est de cibler l'info. Le logiciel de Huawei, grâce à son algorithme, pourra repérer, par exemple, les mouvements inhabituels, de foule, ou autres. Laurent Degallaix voit plus loin. Jusqu'à l'image de vidéosurveillance envoyée sur le mobile du policier en patrouille. Les protections juridiques de respect de la vie privée restant identiques (on ne filme pas l'intérieur des maisons!), ne reste plus qu'à déployer. Dès mars, sept nouvelles caméras-test fonctionneront à la gare. L'ensemble du dispositif sera installé en 2017. En attendant une nouvelle salle de commandes pour la municipale? ■



Bertrand pousse ses pions

Il va finir par installer un lit pliant dans le Valenciennois. Xavier Bertrand était aussi de la fête ce jeudi. Pour pousser le numérique dans les Hauts de France. Pour suivre aussi sa piste chinoise pour l'emploi. Opportunité pour le tourisme et l'économie, il y croit dur comme fer, lui qui a voulu que sa région fête avec éclat... le Nouvel An chinois. Xavier Bertrand a aussi sauté sur l'occasion

Huawei. Un fabricant mondial de mobiles (12% du marché français déjà, derrière les géants Samsung et Apple, mais les Chinois, c'est connu, n'ont peur de rien), ça ne se refuse pas. Le président de Région est même allé à Shenzhen, l'ancienne vitrine d'exportation de la Chine continentale, pour y signer lui aussi une convention avec l'entreprise. Parmi les objectifs: accélérer le virage nu-

mérique ici, développer les points de chute pour la French tech, réputée à l'étranger. Mais aussi inciter le géant Huawei à développer ses achats en France. Par les temps qui courent, le commerce international se doit d'afficher la mention gagnant-gagnant. ■



VP11 - LYCÉES

Ils dénoncent une baisse des moyens

Une coupe franche de 130000euros dans le budget de fonctionnement de l'établissement et une dotation horaire globale (*) amputée de 10heures, «alors qu'elle aurait dû être, au contraire, abondée de 19heures pour nous permettre de continuer à travailler dans les conditions actuelles, qui sont déjà loin d'être optimales». Les enseignants du lycée professionnel Roberval de Breuil-le-Vert se sont mis, hier, en grève afin de dénoncer les décisions prises par le rectorat pour la rentrée de septembre. Un mouvement bien suivi, avec une 50e de professeurs ayant cessé le travail pour évoquer la dégradation de leurs conditions de travail «et d'enseignement de nos élèves». Et de rappeler qu'en 2016, l'ouverture d'une demi-section de bac pro boulangerie-pâtisserie s'était déjà faite sans attribution de moyens supplémentaires.

Une promesse du rectorat non tenue

«En contrepartie de notre acception, le rectorat nous avait promis un complément d'heures pour 2017, ex-

pliquent les grévistes. Aujourd'hui, la promesse n'est, non seulement, pas tenue, mais nous aurons, à la rentrée prochaine, deux sections de boulangers-pâtisseries à 18 élèves, soit un besoin de 19 heures supplémentaire! Il nous est, à nouveau, demandé de renoncer à des projets, de dédoubler des sections et de regrouper des classes à effectif réduit différentes, n'ayant pas les mêmes objectifs. À l'heure où l'on nous parle d'individualisation des parcours, à Roberval, on nous demande de regrouper des élèves à 30, voire 35 par classe.» Autre motif de grogne: la diminution du recrutement en CAP cuisine et restauration. «Nous allons passer de 24 places à 16, ce qui aboutit à la suppression de 10 heures. Mais ce qui nous dérange le plus est que cette baisse du recrutement n'est pas justifiée. Il s'agit d'une formation porteuse d'emploi, où la demande est forte, et qui permet d'accueillir des jeunes venant de SEGPA et d'ULIS pro. Soit un public défavorisé et peu mobile à qui on supprime une solution de formation de proximité. On se demande si, à très court terme, l'idée n'est, d'ailleurs, pas de fermer

cette section.» «Un public défavorisé et peu mobile à qui on supprime une solution de formation de proximité» Un enseignant gréviste Et les enseignants de citer encore les projets qui seront supprimés: «Nous proposons, par exemple, à nos élèves de la section hôtellerie d'apprendre une seconde langue sur la base du volontariat. Faute d'heures, cette possibilité va leur être enlevée, ce qui va leur fermer la porte de tous les BTS exigeant deux langues étrangères. Et comme nos élèves seront amenés à travailler au contact de touristes étrangers, ils seront obligatoirement pénalisés dans leur vie professionnelle». Une délégation, composée d'enseignants et de parents d'élèves, a été reçue à 18 heures, hier, au rectorat. S'ils reprendront bien le travail ce matin, les enseignants mèneront, en revanche, d'autres actions après les vacances, s'ils n'obtiennent pas satisfaction. SYLVIE MOLINES (*) La dotation globale horaire est la quantité d'heures attribuée par le rectorat à répartir entre toutes les sections, en respectant les horaires minimum fixés par les référentiels d'examen. ■



CARNET

Trois nouvelles étoiles Michelin dans la galaxie gastronomique de la région

Par Sébastien Leroy, avec les rédactions locales région@lavoixdunord.fr Région. 1 Alexandre Gauthier, étoile double. La cuisine est une école de patience et d'humilité. C'était notre conclusion il y a pile un an, après la petite déception de ne pas voir le chef de La Grenouillère à La Madelaine-sous-Montreuil passer un cap supplémentaire au Michelin. Après tout, le chef avait été désigné cuisinier de l'année 2016 par les concurrents de Gault mp;Millau. La déception est passée et la patience a été récompensée: Alexandre Gauthier décroche une deuxième étoile, après la première décernée en 2008. Il rejoint 85 autres chefs en France dont Marc Meurin et son Château de Beaulieu à Busnes, près de Béthune, à la table des «double étoilés». «C'est mérité», nous a confié Stéphane Durand-Souffland, chroniqueur gastronomique au Figaro, qui avait visité La Grenouillère en 2014. «Gauthier a un potentiel

énorme, il a des idées et est dans une recherche esthétique époustouflante. L'assiette est magnifique, l'endroit aussi. C'est sans doute un futur trois étoiles.» Autant dire la crème de la crème: il n'y a que 27 «triple étoilés» en France. 2 Cassel et Wimereux allument une étoile. C'est la belle surprise du chef de cette nouvelle promotion du Michelin, Haut Bonheur de la table d'Eugène Hobraïche à Cassel et La Liégeoise d'Alain Delpierre à Wimereux décrochent leur première étoile. Ce dernier savoure. «Tous les ans, on espérait décrocher cette étoile et cette fois, ça y est! C'est une belle récompense aussi pour mon fils Benjamin qui cuisine avec moi depuis plusieurs années. Je pense que les lourds travaux réalisés en 2015 pour séparer les univers de la gastronomie et de la brasserie nous ont permis de nous concentrer et d'affiner notre travail à la Liégeoise.» En Flandre, Eugène Hobraïche retient que «c'est aussi super pour Cassel, ça fait long-

temps qu'il n'y avait plus de restaurant étoilé ici». Le nouvel étoilé garde la tête froide. «On ne va pas changer notre manière de travailler. La plus grande récompense restera toujours que les clients soient satisfaits en sortant de chez nous.» 3 Les autres étoilés de la région toujours au firmament. Contrairement à d'autres territoires, le Nord - Pas-de-Calais n'a connu aucune rétrogradation. Le Pavillon au Touquet, La Matelote à Boulogne-sur-Mer, Le Val d'Auge à Bondues, La Laiterie à Lambersart, L'Arbre à Gruson, Le Musigny à Valenciennes, Le Cerisier à Laventie, Le Château de Montreuil à Montreuil, La Table du Clarence Hôtel à Lille, La Grignotière à Raismes et L'Auberge du Vert Mont à Boeschève conservent leur étoile. En tout 17 étoiles glanées par 15 chefs brillent dans la région. Une constellation prend forme. «Guide Michelin 2017», en librairie le 15 février, 24,90 €. ■



«On est sur un petit nuage»

LA-MADELAINE-SOUS-MONTREUIL. «On est sur un petit nuage.» Roland Gauthier planait, hier matin, quelques minutes après l'annonce tant attendue: son fils, Alexandre, venait de décrocher sa deuxième étoile. «L'antichambre de l'excellence» à l'auberge de La Grenouillère, dans le discret village de La-Madelaine-sous-Montreuil! C'est ici que, depuis 2005, Alexandre Gauthier étonne ses clients. Dans ce restaurant, devenu un lieu avant-gardiste signé par l'architecte Patrick Bouchain, le trentenaire réinvente au sens strict la cuisine. Des mets sou-

vent ancrés dans le terroir local mais prenant des accents sensationnels comme ces «pop-corns de poulet qui laissent le palais subjugué, et donnent l'impression d'avoir croqué dans une volaille rôtie», s'enthousiasme le guide rouge. Une cuisine «Relais et châteaux» doublement étoilée évidemment haut de gamme. Mais Alexandre Gauthier a su décliner dans Montreuil une cuisine beaucoup plus accessible dans deux adresses: Le Froggy's tavern et Anecdote. Ce dernier restaurant a d'ailleurs beaucoup plu à Michael Ellis, le «boss» du Michelin qui y a dé-

jeuné en personne en décembre 2015. «Ma première étoile, elle était pour mon père (qui a tenu La Grenouillère pendant plus de 20 ans). Cette deuxième étoile, je la dédie au cuisinier inconnu. À ces chefs qui par passion, par envie, par intégrité cuisinent des bons produits pour faire plaisir à leurs clients. Des cuisiniers du quotidien dont on ne connaîtra jamais le nom», commentait hier soir Alexandre Gauthier au milieu de son personnel. Un chef auréolé qui garde les pieds sur terre. OLIVIER MERLIN ■



Guide Michelin 2017: la Picardie perd des étoiles

Il n'y a plus de restaurant «deux étoiles» en Picardie, dans le guide Michelin, dont l'édition 2017 a été dévoilée hier. La Table du Connétable, à Chantilly, a perdu sa deuxième étoile. Clément Leroy, le chef, a pris les commandes de la cuisine de l'établissement en juillet 2016. Il a succédé à Arnaud Faye, parti dans les Alpes-Maritimes, qui avait obtenu ses deux étoiles en deux ans (2013 et 2014) à Chantilly. «Le res-

taurant a perdu une étoile, mais j'obtiens la première de ma carrière en tant que chef», explique Clément Leroy, 34ans. «Je suis reparti de zéro ici. J'ai gardé une partie de l'équipe précédente, mais ma brigade n'est réellement en place que depuis un mois, avec un nouveau sommelier et deux nouveaux sous-chefs». Auparavant, Clément Leroy a été le bras droit de Guy Savoy (3 étoiles au Michelin) pendant cinq ans. Il est

confiant pour la suite, ayant obtenu 3toques au Gault et Millau, guide concurrent du Michelin, fin octobre, avec une note de 16,5 sur 20 et le titre de «Grand de demain». Clément Leroy dirige 20 personnes pour les deux restaurants de l'Auberge du jeu de Paume, dont 10 pour le seul restaurant gastronomique. A.C. et D.D. Lire aussi en pages France ■



les étoilés dans les hauts de France

Les étoilés dans les hauts de France Dans la Somme, l'Aubergade, à Dury, conserve son étoile. Dans l'Oise, l'Orée de la Forêt à Clermont, l'auberge A la bonne idée à Pierrefonds, la Grange de Belle-Église à Belle-Eglise gardent leur étoile. La Table du Connétable à Chantilly passe de deux étoiles à une étoile. Dans l'Aisne, l'auberge Le Relais à Reuilly-Sauvigny perd son étoile cette année. Le Nord compte 8 restaurants «une étoile», le Pas-de-Calais deux restaurants «deux étoiles», et 5 restaurants «une étoile». ■



Quatre restaurants savourent leur étoile

Le guide Michelin a livré son verdict : les quatre établissements étoilés de l'Oise le sont toujours en 2017. Un a toutefois perdu l'un de ses deux macarons.

Restauration

Le guide Michelin a livré, hier, son verdict 2017. Pas de surprise dans l'Oise, les quatre restaurants étoilés l'an dernier le sont toujours. Une différence tout de même : Le département ne compte plus que des établissements « 1 étoile ». La Table du Connétable, à Chantilly, a en effet perdu l'un de ses deux macarons.

à Chantilly, place au changement

C'était le seul restaurant deux étoiles de l'Oise, depuis son ouverture en 2012. La Table du Connétable de l'auberge du Jeu de Paume en perd une cette année, ce qui s'expliquerait par un changement de chef en juillet. « Ce n'est pas une perte, mais un gain, précise Clément Leroy, le nouveau chef exécutif. On repart à zéro. J'ai mon équipe complète depuis seulement un mois, donc ça n'était pas évident. » Clément Leroy compose essentiellement avec des produits locaux. « Mes clients doivent pouvoir déguster des produits sains et simples, dans un décor cosy où l'on se sent bien », précise-t-il. Ses spécialités : le bœuf à la ficelle et les ravioles râpées de truffe blanche d'Alba.

à Saint-Jean-aux-Bois, le challenge quotidien

Les ravioles de foie gras, le carpaccio de langoustines ou le ris de veau sont

devenus les signatures du chef Yves Giustiniani. Pour la septième année d'affilée, l'auberge A la bonne idée, au cœur de la forêt de Compiègne, figure parmi l'élite de la restauration. « C'est un challenge, une remise en question quotidienne », assure le chef. Restaurateur depuis trente-sept ans, il rachète en 2002 l'auberge pour laquelle il a eu un coup de cœur. L'établissement emploie une vingtaine de salariés et compte 23 chambres d'hôtel, dont cinq suites. Yves Giustiniani possède aussi l'Hostellerie du Royal Lieu, à Compiègne. Un lieu « bistronomique ».

à Etouy, la stabilité paye

Pour la 23^e année de suite, Nicolas Leclercq, chef de l'Orée de la Forêt à Etouy, conserve son macaron. « Cette longévité, c'est un gage de stabilité », note Yolaine Jumeau, l'épouse du chef et responsable de l'établissement. A l'Orée de la Forêt, « tous les légumes viennent du potager, cultivé dans la propriété familiale depuis de longues années », explique Nicolas Leclercq. A la carte, hormis les légumes du jardin, pour les plus gourmands, il y a le millefeuille, qui est la spécialité du chef. Et c'est « divin », selon le guide Michelin.

à Belle-Eglise, pour l'amour du métier

Depuis 1992, la sortie du guide Michelin est chaque année un jour particulier pour Marc Duval. « Un mo-

ment d'émotion, avoue le chef de la Grange de Belle-Eglise. Je ne suis pas stressé, je sais comment je travaille, le soin apporté à la qualité des produits, à la maîtrise de la cuisson. Mais j'ai toujours le frisson. » Pour garder son étoile, l'établissement « suit les saisons en changeant la carte trois fois par an, explique Marc Duval. En ce moment, ce sont les huîtres et les couteaux. J'essaie de créer des recettes par amour du métier. L'écume du consommé de coquillage au caviar Baeri, je n'en ai jamais vu ailleurs. » ■

par *Leparisien_60*

4, rue du Connétable, à Chantilly. 03.44.65.50.00. Déjeuner de 12 heures à 14 heures, vendredi et samedi. Dîner de 19 heures à 21 heures, du mardi au samedi. Menus de 95 à 175 €.

3, rue des Meuniers à Saint-Jean-aux-Bois. Tél. 03.44.42.84.09. Ouvert du mardi soir au dimanche midi. Menus de 37 € à 88 €.

255, rue de la Forêt, à Etouy. Tél. 03.44.51.65.18. Tous les jours sauf le vendredi. Menus à partir de 58 € et jusqu'à 115 €.

28, boulevard René-Aimé-Lagabrielle, à Belle-Eglise. Tél. 03.44.08.49.00. Le midi, du mercredi au dimanche. Le soir, du mardi au samedi.



POLITIQUE NATIONALE

Régions de France en campagne auprès des candidats à l'Élysée pour plus de décentralisation

PARIS. Sous la houlette de Philippe Richert, président LR de la nouvelle région Grand Est, l'association Régions de France entre aussi dans la campagne présidentielle pour présenter aux candidats ses attentes. D'abord opposé à la nouvelle carte des régions et la fusion de sa région avec Champagne-Ardenne et Lorraine, l' élu alsacien est désormais son meilleur défenseur. «Notre demande, ce n'est surtout pas un nouveau grand soir. Il faut stabiliser sans remettre en cause à chaque fois ce qui a été décidé». En revanche lui et ses collègues de droite comme de gauche souhaitent que le prochain président aille plus

loin dans la liberté et les compétences transférées aux régions. Et qu'il traduise cette nouvelle relation par la création d'un «conseil État-Régions» réunissant périodiquement le Premier ministre, le président de Régions de France, ses dix-sept homologues de métropole et d'outre-mer et les ministres concernés par les dossiers traités. «Avec la nouvelle taille des régions, on ne peut pas continuer avec un État qui décide à notre place.» Les patrons de région demandent notamment que l'État les laisse par exemple gérer les fonds européens qui sont destinés à leur territoire, en traitant directement avec Bruxelles. Côté ressources,

l'association a obtenu à partir de 2018 le transfert d'une part de TVA pour remplacer la dotation annuelle de l'État et veut aller là aussi plus loin dans «le partage des impôts nationaux entre l'État et les Régions». Sans accroître la pression fiscale par une nouvelle taxe affectée aux régions comme cela avait été envisagé, provoquant le départ de l'association de Xavier Bertrand et des Hauts-de-France. Aux dernières nouvelles, Philippe Richert et Xavier Bertrand devraient se retrouver le 8 mars pour renouer le fil! H.F. ■



Fillon se démène mais l'inquiétude remonte à droite

Sa cote de popularité chute de 13 points dans le baromètre Elabe. Le candidat peine à redevenir audible et ses troupes à faire campagne.

Voilà un chiffre qui risque de ne pas remonter le moral de troupes déjà éprouvées. François Fillon, dans le baromètre de popularité Elabe pour « Les Echos » et Radio Classique, perd 13 points en un mois, à seulement 22 % de bonnes opinions chez les Français. Le candidat de la droite dévisse de la troisième à la dix-huitième place. « Une chute sévère et brutale », souligne Yves-Marie Cann, directeur des études politiques d'Elabe. Une chute qui illustre « l'ampleur des dégâts causés sur son image par les révélations sur les emplois de sa femme et de ses enfants », poursuit-il. Elle est d'autant plus forte que les attaques ont touché le cœur de son image et de sa campagne : l'honnêteté et la probité. Signal inquiétant, il recueille 46 % d'opinions « très négatives ». Seules Marine Le Pen et Marion Maréchal-Le Pen au FN en recueillent davantage. « Cela traduit le rejet que peut susciter François Fillon auprès d'une fraction non négligeable de Français. C'est un danger pour la présidentielle, on ne voit pas comment il peut s'affranchir de ce rejet », estime Yves-Marie Cann.

L'ancien Premier ministre décroche de 22 points auprès des sympathisants de la droite et du centre, à 55 %. Son image reste donc majoritairement positive, en deuxième position derrière Alain Juppé, mais elle

est très fragilisée. « Cela ne veut pas dire que la présidentielle est perdue d'avance, mais il faut du temps pour reconstruire une image », prévient le sondeur.

François Fillon, fidèle à ce qu'il disait pour la primaire - il assurait que tout se joue dans les quinze derniers jours -, veut croire que la présidentielle est « encore gagnable » (a-t-il confié au « Monde ») et que les critères de choix seront « la solidité et la stature ». L'expérience, la capacité à tenir la barre dans la tempête, sont justement les traits que mettent en avant ses soutiens, comme, jeudi matin, le député LR Dominique Bussereau sur Europe 1. Ce qui ne l'a pas empêché de reconnaître que le moral des troupes, un peu requinqué après la conférence de presse lundi, est de nouveau en baisse. « Il faut qu'on se batte », a-t-il reconnu. Si François Fillon veut se concentrer sur son projet - sécurité mercredi, fonction publique, handicap ce jeudi à Poitiers, où il tenait un meeting -, il peine à être audible. « Il n'y a plus d'états d'âme, il faut expliquer le projet, il n'y a que ça à faire », balaie le député LR Yves Foulon.

« Encore huit jours »

Des fidèles espèrent que « le lynchage médiatique », disent-ils, va mobiliser un électorat qui aspire for-

tement à l'alternance. D'autres redoutent que « l'accumulation » n'aggrave encore la situation. Micros éteints, c'est l'inquiétude qui domine. « La vérité, c'est qu'il est difficile de faire campagne. Les gens sont très remontés, raconte un député LR qui n'a jamais fait partie des plus virulents à son encontre : Comment leur expliquer la réforme des indemnités chômage, les efforts pour réduire les dépenses publiques ? » Avec la légitimité donnée par la primaire, il estime que la « seule façon de s'en sortir, c'est si le candidat est contraint à se retirer, en raison de la justice ou si nous, parlementaires, arrêtons de le cautionner ». Une musique qui remonte dans leurs rangs, même s'ils ne veulent pas « ajouter du chaos au chaos », rapporte l'un d'eux. « Les gens ne nous parlent que de cela, on ne peut pas aborder les vrais sujets. Sa conférence de presse n'a rien changé. Tout le monde est très mal », s'inquiète-t-il, concluant : « L'opprobre rejaille sur nous tous, cela déstabilise la démocratie. Nous sommes très inquiets pour le pays. On a encore huit jours. Après il faudra prendre des décisions... » ■

par Isabelle Ficek



La charge de ses avocats

Les avocats de François et Penelope Fillon ont annoncé avoir demandé ce jeudi au Parquet national financier (PNF) de se dessaisir de son enquête. Ils ont répété que le PNF n'était pas compétent, car « l'infraction de détournement de

fonds publics ne peut être reprochée à François Fillon », ce délit n'étant, à leurs yeux, pas applicable à un parlementaire. Pour eux, son « enquête devient illégale ». Ils ont aussi déclaré que si le candidat était mis en examen, cette mise en examen ne pour-

rait être considérée comme légitime. Il appartient au PNF de décider des suites qu'il entend donner à son enquête. ■

par Les Echos



« La présidentielle la plus folle de tous les temps »

A l'étranger, la campagne suscite souvent de l'inquiétude. Le Pen et Macron dominant dans les médias.

C'est l'élection « la plus imprévisible depuis des décennies », affirme le quotidien britannique « Daily Telegraph ». « La course à l'Élysée la plus folle de tous les temps », renchérit l'italien « Corriere della Sera ». A l'étranger, la campagne électorale est observée avec un mélange de stupéfaction, d'espoir et... de peur.

En Allemagne, la date du 7 mai est considérée comme une journée fatidique. Après l'élection de Donald Trump et le Brexit, l'hypothèse d'une victoire du FN préoccupe. L'électorat « n'a jamais été aussi à vif et instable », s'inquiète la « Frankfurter Allgemeine Zeitung », tout en rappelant que « le pire n'est jamais certain ». « Si Mme Le Pen devenait présidente [...], l'UE et l'Union monétaire dans sa forme actuelle seraient naturellement dans une crise existentielle », a déclaré le ministre des Finances, Wolfgang Schäuble, sur la chaîne de télévision ARD : « Ce serait la fin. » L'Allemagne place ses espoirs en Emmanuel Macron. Avec son discours pro-européen, « le séducteur » (dixit la « Berliner Zeitung ») ravit la droite comme la gauche. « La France et l'Europe ne peuvent pas en trouver un meilleur que lui », juge la « Süddeutsche Zeitung ».

La Grande-Bretagne suit d'autant plus au jour le jour les développements du « Penelopegate » que l'épouse de François Fillon est britannique. Les rumeurs sur la vie privée d'Emmanuel Macron sont aussi rapportées, dans un pays où la vie

privée des politiques est beaucoup plus exposée qu'en France. Surtout, la presse ne manque pas de faire un parallèle entre le scrutin et le Brexit. Pour le « Financial Times », les chances de victoire du FN sont « peut-être surestimées », mais, face à un « establishment français totalement discrédité », le parti d'extrême droite a su séduire au-delà de son électorat traditionnel en présentant « une idéologie cohérente et profondément enracinée dans la société française ». Souvent comparé au leader travailliste Jeremy Corbyn, Benoît Hamon n'a « aucune chance », tranche le « Guardian ». Le succès d'Emmanuel Macron, lui, étonne : le système électoral britannique rendrait impossible la montée en puissance aussi rapide d'un candidat qui n'est soutenu par aucun grand parti.

En Italie, Emmanuel Macron fait beaucoup parler. On le compare à Matteo Renzi. Le journal de gauche « Fatto Quotidiano » l'a baptisé « le casseur », reprenant un surnom de l'ancien président du Conseil. « Macron, le Renzi de l'autre côté des Alpes », titre « Il Mattino », le plus grand quotidien du sud de la péninsule. Le journal économique « Il Sole 24 Ore » publie un éditorial intitulé « Marchons, Marchons ! » : « La France peut être la première à arrêter la vague populiste ». L'image de la France n'est pas dégradée par l'affaire Fillon : le public italien est habitué à bien pire. En revanche, le fait que Marine Le Pen soit en tête des intentions de vote entame

l'image d'un pays ouvert et pilier de la construction européenne.

En Espagne, les retournements de la campagne française étonnent. Mais, là encore, la question qui revient en boucle est de savoir si le FN peut gagner. « Placer un électorat en colère devant le dilemme de choisir entre un corrompu sans charisme et une démagogue charismatique serait jouer avec le feu », prévient le journal de centre gauche « El Periódico », selon lequel François Fillon « sent le cadavre politique ». Emmanuel Macron intéresse. « Son programme combine valeurs de gauche et mesures libérales. Un intéressant cocktail pour qui joue le piano comme Sam dans « Casablanca » », relève « La Vanguardia ». Des éditorialistes le comparant toutefois à Albert Rivera, le leader centriste de Ciudadanos, populaire pendant la campagne en 2016 mais qui a déçu dans les urnes.

Aux États-Unis, la campagne française intéresse peu. Les médias tendent à réduire l'Europe à l'Allemagne et voient surtout la France comme un pays en proie au terrorisme et à la criminalité. Le « Penelopegate » a toutefois donné lieu à quelques articles assassins sur la « culture politique de l'immunité et des privilèges ». En France, souligne le francophile « New York Times », « être un responsable politique de haut niveau, c'est entrer dans une sphère où il est normal de faire venir quelqu'un pour cirer ses chaussures ». La candidature d'Emmanuel Macron intrigue, mais ne suscite pas

l'engouement. Le « Wall Street Journal » se souvient surtout de son commentaire contre la taxe à 75 % (« Cu-

ba sans le soleil ») et de ses réserves sur les 35 heures. ■

par De Nos Correspondants



Macron veut montrer qu'il a un programme

Favori des sondages, le leader d'En marche est accusé par ses adversaires de ne pas avoir de projet.

Des meetings qui font le plein, des ralliements et le costume de favori dans les sondages. A dix semaines de la présidentielle, Emmanuel Macron connaît des vents porteurs. Le baromètre Elabe pour « Les Echos » et Radio Classique en témoigne : le leader d'En marche est la personnalité politique la plus populaire chez les Français, avec 43 % de bonnes opinions. Une hausse de 2 points sur un mois et de 10 sur trois mois. Mais, depuis quelques jours, l'ancien ministre de l'Economie essuie aussi les critiques conjuguées de ses adversaires, sur un même thème : le flou qui entoure son projet. « Macron ? C'est un peu creux », a taclé Jean-Christophe Cambadélis, le patron du PS. « Où est son programme ? » a interrogé Jean-Luc Mélenchon, tandis que François Fillon mettait en garde contre « l'aventure d'une politique sans programme » et que Marine Le Pen raillait un candidat « bouffi de son propre vide ». L'entourage d'Emmanuel Macron minimise ces attaques. « Elles montent en puissance, mais on s'y attendait », assure un député PS qui le soutient, dénonçant de la « paresse intellectuelle ». « On a déjà dévoilé des propositions ambitieuses, comme l'étatisation de l'Unédic, mais ils ne viennent pas nous chercher sur ce

terrain-là », insiste-t-il, assurant que le candidat s'en tiendra à son calendrier, qui prévoit la publication du « programme complet » début mars. La trajectoire budgétaire sera, elle, présentée la semaine prochaine. Selon un membre de son équipe de campagne, ce sont les primaires de la gauche et de la droite qui auraient troublé le jeu : « Elles ont donné l'impression qu'il fallait avoir un programme complet six mois à l'avance, mais, d'habitude, c'est à deux mois du scrutin qu'on entre vraiment dans cette phase », plaide-t-il, tout en reconnaissant que les propositions d'Emmanuel Macron ne sont pas assez « audibles ». Même Ségolène Royal, la ministre de l'Ecologie, jugée proche de lui, a dit désormais « attendre » le projet.

Conscient de ces carences, les cadres d'En marche - notamment Jean Pisani-Ferry, l'ancien commissaire général de France Stratégie désormais chargé du programme d'Emmanuel Macron - ont mis sur pied une réunion informelle avec la presse, ce vendredi, pour insister sur les grandes lignes du projet. « C'était prévu depuis longtemps, mais c'est vrai que ça tombe bien », admet-on au sein du mouvement. Et le candidat

a lui-même dévoilé jeudi son jeu sur les questions environnementales (lire ci-contre).

Présentation à hauts risques

Un besoin de pédagogie que confirme Yves-Marie Cann, le directeur d'études politiques d'Elabe. « Macron a bien présenté quelques mesures, mais lui et son équipe ne les ont pas assez appuyées. Du coup, ça imprime peu dans l'opinion », analyse-t-il. Pour l'heure, la « dynamique Macron » tient, poursuit-il, mais elle est menacée : « A force d'être répétée, la petite musique "il n'a pas de programme" peut s'installer dans l'opinion. Il peut encore patienter une ou deux semaines, mais, au-delà, ça serait vraiment périlleux. » La présentation du projet sera importante, mais à hauts risques. « Sa force est de plaire à la fois aux électeurs de gauche et de droite. Cela peut devenir sa faiblesse. S'il présente un programme qui penche trop d'un côté, résume le sondeur, il pourrait perdre l'électorat de l'autre bord. » ■

par Alexandre Rousset



Le leader d'En marche sort du bois sur l'écologie

Macron reste aligné sur les grands objectifs de la loi de transition énergétique.

Accusé par ses adversaires de s'engager dans la partie présidentielle en cachant son jeu, Emmanuel Macron a abattu jeudi ses premières cartes sur l'écologie. Le candidat d'En marche est passé à table devant des milliers d'internautes connectés au « direct » qu'avait organisé le WWF via Facebook. Un terrain plutôt miné. Sur les sujets environnementaux, « j'ai eu des fonctions ministérielles antagonistes », a avoué l'ancien locataire de Bercy, interrogé par Pascal Canfin, directeur de WWF-France et, lui aussi, ancien ministre de François Hollande, à l'époque sous l'étiquette d'Europe Ecologie Les Verts.

Le prétendant à l'Élysée n'a esquivé aucune question, déroulant imperturbablement un inventaire de décisions placé sous le signe du changement... dans la continuité. Ainsi, s'il est élu, Emmanuel Macron maintien-

dra le cap de la loi sur la transition énergétique, qui doit ramener à 50 % la part du nucléaire en 2025. Silencieux sur la fermeture de centrales, en plus de celle, prévue, de Fessenheim, l'ex-ministre de l'Économie considère que « tout n'est pas à jeter » dans les décisions de ce quinquennat. C'est ainsi qu'il écarte également d'aller au-delà des 30 % d'énergies renouvelables d'ici à 2030, et qu'il maintient le cap, jamais atteint, des 500.000 rénovations thermiques de logements. La convergence du prix du diesel et de l'essence, déjà annoncée à échéance de cinq ans à l'automne 2016 par le gouvernement, fait aussi partie de ces « reprises ».

Emmanuel Macron se distingue davantage sur les méthodes : lancement massif d'appels d'offres en début de mandat pour la production de 26 gigawatts en énergies renouvelables, prime supplémentaire à la

conversion de 1.000 euros pour se débarrasser de son vieux diesel et valable pour « l'achat d'un véhicule neuf ou d'occasion »... Pas de quoi provoquer une rupture avec le modèle économique existant, à la différence des programmes prônés plus à gauche. Ceux de Yannick Jadot, Jean-Luc Mélenchon et Benoît Hamon qui lui tournent résolument le dos. Opposé à l'exploitation des gaz de schiste et aux forages en mer, Emmanuel Macron est tout aussi loin d'être raccord avec François Fillon, hostile au principe de précaution. Comme l'illustre sa position sur le projet d'aéroport Notre-Dame-des-Landes - « On ne déchire pas une consultation publique [...] mais je me donnerai six mois pour mettre sur la table les éléments de décision » - le leader d'En marche s'expose à un grand écart de plus en plus inconfortable. ■

par Joël Cossardeaux



Le "risque Marine Le Pen" obsède les marchés

La manière dont les investisseurs voient le scrutin en France fait immédiatement fluctuer le coût de la dette

Alors que 60 % de la dette française est dans des mains étrangères, la manière dont la City, Wall Street ou Hongkong voient le scrutin en France fait immédiatement fluctuer les cours. Toutes les banques anglo-saxonnes ont d'ailleurs publié ces dernières semaines des études pour analyser l'éventualité d'une victoire de Mme Le Pen et son impact. JP Morgan, dans une note publiée le 3 février, estime ainsi que l'élection de la candidate frontiste entraînerait une chute de 10 % de l'euro et une montée à 200 points de base du différentiel de taux entre la France et l'Allemagne.

A ce stade, les marchés estiment cette probabilité de victoire encore faible. Mercredi, ce "spread" est retombé à 70 points de base, alors que les rendements des emprunts souverains se détendaient dans l'ensemble de la zone euro. L'Agence française de développement (AFD) a ainsi pu placer une émission de 1 milliard de dollars à trois ans qu'elle avait préféré suspendre la veille, pour cause de forte volatilité.

Le lancement officiel de la campagne de Marine Le Pen le 5 février, largement relayé par les CNBC et autres BBC, suivi le lendemain par les déclarations de M. Fillon assurant qu'il n'abandonnerait pas la course à l'Élysée avaient, en effet, provoqué une flambée de la prime de risque associée à l'OAT à 77 points de base. Par comparaison, elle avait atteint 82 points de base, en 2012, au plus fort de la crise de la zone euro (contre

10 à 20 points de base, en période calme).

L'onde de choc se propage au-delà du seul marché français. " Depuis quelques jours, il y a un effet de contagion marqué sur la dette des pays périphériques de la zone euro, en particulier en Italie et au Portugal. Car si la France devait sortir de l'euro, comme le propose Marine Le Pen, cela signifierait l'éclatement de cette zone monétaire. L'Allemagne au contraire est vue comme un refuge ", souligne Isabelle Mateos y Lago, stratège au BlackRock Investment Institute. La prime de risque sur l'Italie a également renoué avec les niveaux de 2012.

Les analystes français sont appelés en permanence par leurs clients qui veulent tout savoir sur l'historique des taux de participation aux élections tricolores ou sur les règles juridiques pour convoquer un référendum.

" Les marchés entérinent le fait que les élections françaises apparaissent très ouvertes, même si aucun sondage ne donne Mme Le Pen gagnante au second tour. Mais le système d'élections à deux tours, propre à la France, n'est pas compris par les anglo-saxons ", explique Igor de Maack, gérant de DNCA Finance. " Il y a une grande attente des marchés pour comprendre ce qui se passe en France. Les sondages ne suffisent plus à convaincre ", reconnaît Olivier Vigna, directeur des études économiques HSBC France.

" French bashing "

Certes, après le Brexit et le triomphe

de Donald Trump qui ont pris par surprise les investisseurs, ces derniers se méfient. " Il y a aussi une part de "french bashing", avec l'idée que si le Royaume-Uni et les Etats-Unis ont succombé au populisme, il n'y a pas de raison que les Français y échappent ", relate un banquier londonien.

C'est d'ailleurs après la victoire du candidat républicain en novembre que cette "prime Le Pen" est apparue. Elle s'était ensuite réduite après la percée de M. Fillon aux primaires de la droite et du centre, avant de s'envoler à nouveau après le "Pénelopegate".

" Les investisseurs long-terme étrangers ne reviendront pas tant que le vote n'aura pas eu lieu. En attendant, les opérateurs ont mis en place des stratégies où ils jouent la rumeur sur les chances de Marine Le Pen de l'emporter ", relate M. de Maack qui pronostique : " La prochaine poussée de fièvre sur la dette française pourrait venir d'une alliance entre Jean-Luc Mélenchon et Benoît Hamon. Le seul cas de figure, en effet, où Marine Le Pen puisse l'emporter serait si elle avait en face d'elle au second tour un candidat présentant un programme très à gauche du spectre électoral, ce qu'aucun sondage n'a testé à ce jour. "

Le score du Parti pour la liberté (PVV) aux élections législatives du 15 mars aux Pays-Bas sera également scruté de près, comme un signe avant-coureur de l'irrésistible vague populiste en Europe. " Rappelez-vous qu'en 2005 deux référendums ont fait

tomber la constitution européenne, aux Pays-Bas et en France ", écrit mercredi Bobby Vedral, spécialiste des taux chez Goldman Sachs, pour qui " *beaucoup sous-estiment les chances de Mme Le Pen au second tour* " .

Le paradoxe, finalement, c'est que l'Europe est de nouveau perçue comme la zone fragile au moment où la prise de pouvoir chaotique de M. Trump aurait pu concentrer l'anxiété des investisseurs sur les Etats-Unis. " *Le risque politique est devenu la préoc-*

cupation numéro un des marchés. Nous avons interrogé nos clients en Asie il y a une dizaine de jours pour leur demander quelle était la région qui les inquiétait le plus. Pour le plus grand nombre d'investisseurs, la réponse a été : l'Europe ", témoigne Mme Mateos y Lago.

Le Vieux Continent se retrouve ainsi de nouveau attaqué alors que son économie se porte mieux. En 2016, la croissance de la zone euro a dépassé celle des Etats-Unis pour la pre-

mière fois depuis 2008. " *Les capitaux continuent à se retirer des fonds en actions européennes au moment où les indicateurs économiques se redressent, avec de bonnes surprises jour après jour. Pour nous, c'est au contraire le bon moment pour investir sur la base de valorisations attractives* ", assure Mme Mateos y Lago.

Isabelle Chaperon ■

par Isabelle Chaperon

